

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 251

5 février 2009

SOMMAIRE

Atelier de Constructions Métalliques J.P. Olinger S.A.	12030	Mercator Holding S.A.	12032
Atterbury S.A.	12016	Notafagus S.à r.l.	12015
Benares S.A.	12031	Occitan Investments S.A.	12004
Charles Anastase S.A.	12019	Phone Box S.A.	12043
Confiserie de Luxembourg s.à r.l.	12044	Phoneturbo Luxembourg S.à r.l.	12002
Diapason Gestion S.A.	12002	ProLogis UK CCLXXXIV S.à r.l.	12046
Dynamic First S.A.	12044	Protection Invest	12043
Eikon Invest III S.A.	12003	Raisin Blanc S.A.	12029
Eikon Invest III S.A.	12004	Ramonage de l'Ouest Sarl	12029
Eikon Invest IV Holding S.A.	12005	RHONE II EURO Acquisitions 1 S.à r.l. ..	12003
Eikon Invest IV Holding S.A.	12018	RHÔNE II EURO Acquisitions 2 S.à r.l. ..	12004
ESO Capital Luxembourg Holdings S.à r.l.	12016	RHÔNE II EURO Acquisitions 3 S.à r.l. ..	12005
Euro Co AG	12006	Rives Fertiles S.A.	12030
Europro S.A.	12002	Rohstoff AG	12003
Finance Properties Investments S.A.	12002	Roraima Holdings S.A.	12031
French Residential Acquisitions S.à r.l. ...	12048	Ruco S.A.	12045
Gdium S.A.	12017	Sasfin International Fund	12048
GentleSecurity, S. à r.l.	12015	SELF B Investments S.à r.l.	12003
Gores I SF Luxembourg S.à r.l.	12030	SELF France S.à r.l.	12005
Hammes & Kramp Gartengestaltung G.m.b.H.	12043	Sigma Properties S.A.	12016
Haver S.à r.l.	12044	Société d'Investissement de la Moselle S.A.	12017
High Tide CDO DNS 1 S.A.	12005	Société Immobilière 1992	12015
Hoplite Holding S.A.	12030	Spring Multiple 2005 S.C.A.	12018
Instaltec S. à r.l.	12029	Standard Life Investments Global SICAV	12045
Les Marres Investissement	12046	Unicorp Trading S.A.	12045
Lowell S.A., SPF	12017	Victoria Beteiligungs- und Finanzgesell- schaft S.à r.l.	12004
Luxembourg Marine Accounting S.A.	12016	VP Lux S.à r.l.	12045
Malicar Finance S.A.	12018	Wapo International	12044
Marint S.A.	12031	YPL Consulting S.à r.l.	12017
Massart S. à r.l.	12018		

Phoneturbo Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 87.983.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010085/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03239. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Europro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 28.895.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010086/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03257. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Finance Properties Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 93.532.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010088/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03250. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Diapason Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 114.892.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2009.

Pour Diapason Gestion S.A.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. - S G G

412F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Un Mandataire

Signatures

Référence de publication: 2009010254/795/18.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04227. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

RHONE II EURO Acquisitions 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 95.047.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bart Zech / Nancy Cooper.

Référence de publication: 2009010250/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04627. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Eikon Invest III S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 82.133.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EIKON INVEST III S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009010255/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04355. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

SELF B Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 102.437.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
À Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010245/801/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04422. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Rohstoff AG, Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 18.165.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ROHSTOFFA A.G. (en Liquidation)

Fin Contrôle S.A.

Liquidateur

Signatures

Référence de publication: 2009010263/795/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04311. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

RHÔNE II EURO Acquisitions 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 94.870.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bart Zech / Nancy Cooper.

Référence de publication: 2009010249/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04630. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090007991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Eikon Invest III S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 82.133.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EIKON INVEST III S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009010256/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04353. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Victoria Beteiligungs- und Finanzgesellschaft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 88.708.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Signature

LA GERANTE

Référence de publication: 2009010264/535/14.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03125. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Occitan Investments S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 67.922.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009010252/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04619. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090007988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

SELF France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 106.385.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
À Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010247/801/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04415. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

RHÔNE II EURO Acquisitions 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 94.871.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bart Zech / Nancy Cooper.

Référence de publication: 2009010248/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04631. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Eikon Invest IV Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 89.189.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EIKON INVEST IV HOLDING S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009010257/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04348. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

High Tide CDO DNS 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 95.148.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/01/09.

Pour High Tide CDO DNS 1 S.A.

Luxembourg International Consulting S.A.

Signature

Référence de publication: 2009010275/536/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02850. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Euro Co AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 94.011.

Im Jahre zwei tausend sieben.

Den vierundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtswohnsitze zu Echternach,

Versammelten sich in einer ausserordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der anonymen Gesellschaft EURO CO A.G., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen / beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 94.011,

gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar, am 25. Mai 2001, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1199 vom 20. Dezember 2001, und deren Statuten abgeändert wurden wie folgt:

- gemäss Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar, am 7. Dezember 2001, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 533 vom 5. April 2002;

- gemäss Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar, am 6. Juni 2003, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 697 vom 2. Juli 2003,

mit einem Gesellschaftskapital von EINER MILLION DREI HUNDERT FÜNFUNDSIEBZIG TAUSEND EURO (€ 1.375.000,-), eingeteilt in fünf tausend fünf hundert (5.500) Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250,-).

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Rolf Mathias ALTER, Kaufmann, wohnhaft in Echternach.

Er beruft zur Schriftführerin Frau Peggy SIMON, Privatbeamtin, wohnhaft in Berdorf,

und zum Stimmzähler Herr Werner HUWER, Angestellter, wohnhaft in Trier.

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung für eröffnet und gibt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

I. Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II. Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig; somit ist die gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III. Die Tagesordnung der Generalversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1.- Erhöhung des Gesellschaftskapitals um den Betrag von FÜNF MILLIONEN EURO (€ 5.000.000,-) um es von seinem derzeitigen Betrag von EINER MILLION DREI HUNDERT FÜNFUNDSIEBZIG TAUSEND EURO (€ 1.375.000,-) auf den Betrag von SECHS MILLIONEN DREI HUNDERT FÜNFUNDSIEBZIG TAUSEND EURO (€ 6.375.000,-) zu erhöhen, durch die Ausgabe von zwanzig tausend (20.000) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250,-), welche mit den gleichen Rechten und Pflichten wie die bestehenden Aktien ausgestattet sind.

2.- Zeichnung und Einzahlung der zwanzig tausend (20.000) neu geschaffenen Aktien, durch den bestehenden Aktionär, die Gesellschaft mit beschränkter Haftung BORN BET G.m.b.H., mit Sitz in 6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 102.241, mit Verzicht der bestehenden Aktionäre auf ihr Vorzugsrecht, mittels Einbringen von zwanzig tausend (20.000) Aktien, machend dreiunddreissig Komma dreieinunddreissig Prozent (33%) des Gesellschaftskapitals der Aktiengesellschaft EURO-COMPOSITES® S.A., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 92.542.

3.- Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 5 der Statuten, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 5. (Absatz 1). Das Gesellschaftskapital beträgt SECHS MILLIONEN DREI HUNDERT FÜNFUNDSIEBZIG TAUSEND EURO (€ 6.375.000,-) und ist aufgeteilt in fünfundzwanzig tausend fünf hundert (25.500) Aktien mit einem Nennwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250,-).

4.- Beschluss, die Verwaltung und Aufsicht der Gesellschaft von einem monistischen System mit einem Verwaltungsrat durch ein dualistisches System mit Vorstand und Aufsichtsrat zu ersetzen und die Satzung der Gesellschaft dementsprechend abzuändern.

5.- Abänderung der Satzung der Gesellschaft in ihrer Gesamtheit, wie sie als vorgeschlagene Neufassung den Aktionären vorab zugegangen ist; und

6. Ernennung eines neuen Verwaltungsratsmitgliedes sowie Bestätigung der anderen Verwaltungsratsmitglieder.

Sodann trifft die Versammlung, nach Beratung und Billigung der Erklärungen des Vorsitzenden, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst das Gesellschaftskapital um den Betrag von FÜNF MILLIONEN EURO (€ 5.000.000,-) zu erhöhen, um es von seinem derzeitigen Betrag von EINER MILLION DREI HUNDERT FÜNFUNDSTÄUßIG TAUSEND EURO (€ 1.375.000,-) auf den Betrag von SECHS MILLIONEN DREI HUNDERT FÜNFUNDSTÄUßIG TAUSEND EURO (€ 6.375.000,-) zu erhöhen, durch die Ausgabe von zwanzig tausend (20.000) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250,-), welche mit den gleichen Rechten und Pflichten wie die bestehenden Aktien ausgestattet sind.

Zweiter Beschluss

Nach Feststellung des Verzichtes der bestehenden Aktionäre auf ihr Vorzugsrecht werden die zwanzig tausend (20.000) neu geschaffenen Aktien integral durch den Aktionär, die Gesellschaft mit beschränkter Haftung BORN BET G.m.b.H., mit Sitz in 6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 102.241 gezeichnet, mittels Einbringen von zwanzig tausend (20.000) Aktien, machend dreiunddreißig Komma dreiunddreißig Prozent (33,33%) des Gesellschaftskapitals der Aktiengesellschaft EURO-COMPOSITES® S.A., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 92.542.

Der Wert der eingebrachten Anteile wird nachgewiesen auf Grund eines Berichtes durch den Wirtschaftsprüfer Herr Pierre SCHILL vom 18. Dezember 2007, gemäss Artikel 26-1 des Gesetzes vom 10. August 1915, abgeändert durch das Gesetz vom 24. April 1983, welcher Bericht folgende Schlussfolgerung enthält:

Schlussfolgerung

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des parts sociales à émettre en contrepartie.

Dieser Bericht bleibt, nachdem er durch den Komparenten und den instrumentierenden Notar "ne varietur" paraphiert worden ist, der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den ersten Absatz von Artikel 5 der Statuten abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 5. (Absatz 1). Das Gesellschaftskapital beträgt SECHS MILLIONEN DREI HUNDERT FÜNFUNDSTÄUßIG TAUSEND EURO (€ 6.375.000,-) und ist aufgeteilt in fünfundzwanzig tausend fünf hundert (25.500) Aktien mit einem Nennwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250,-).

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Verwaltung und Aufsicht der Gesellschaft von einem monistischen System mit einem Verwaltungsrat durch ein dualistisches System mit Vorstand und Aufsichtsrat zu ersetzen und die Satzung der Gesellschaft dementsprechend abzuändern.

Der entsprechende neue Wortlaut der Satzung wird unter dem zweiten Beschluss wiedergegeben.

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft in ihrer Gesamtheit, wie sie als vorgeschlagene Neufassung den Aktionären vorab zugegangen ist, abzuändern:

Der Wortlaut der neuen Gesellschaftssatzung ist demnach folgender:

Art. 1. Form und Bezeichnung. Es besteht hiermit eine Aktiengesellschaft (société anonyme) unter der Bezeichnung "EURO CO AG" (die Gesellschaft).

Die Gesellschaft kann einen alleinigen Aktionär (der Alleinige Aktionär) oder mehrere Aktionäre haben. Die Gesellschaft wird nicht durch Tod, Aberkennung der bürgerlichen Rechte, Zahlungsunfähigkeit, Liquidation oder Konkurs des Alleinigen Aktionärs aufgelöst.

Jeder Verweis auf die Aktionäre in der Satzung der Gesellschaft (die Satzung) ist ein Verweis auf den Alleinigen Aktionär der Gesellschaft, falls die Gesellschaft einzig einen Alleinigen Aktionär hat.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Echternach.

Dieser kann durch einfachen Beschluss des Vorstandes der Gesellschaft (der Vorstand) oder im Falle, sofern aufsichtsrechtlich zulässig, eines alleinigen Vorstandsmitgliedes (das Alleinige Vorstandsmitglied), vom Alleinigen Vorstandsmitglied innerhalb der Gemeindegrenzen von Echternach verlegt werden.

Der Vorstand oder, gegebenenfalls, das Alleinige Vorstandsmitglied, hat des Weiteren das Recht Betriebsstätten, Büros, Verwaltungszentren und Agenturen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland zu errichten.

Wenn der Vorstand oder, gegebenenfalls, das Alleinige Vorstandsmitglied, entscheidet, dass sich außerordentliche politische oder militärische Entwicklungen oder Geschehnisse ereignen haben oder unmittelbar bevorstehen, und dass

diese Entwicklungen oder Geschehnisse Auswirkungen auf die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland haben, kann der Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnliche Situation vollständig beendet ist.

Trotz eines diesbezüglichen Beschlusses bleibt der Gesellschaft dennoch ihre luxemburgische Staatszugehörigkeit erhalten.

Die Geschäftsführer, beziehungsweise die zur Geschäftsführung der Gesellschaft zeitweilig Befugten, können die Verlegung des Gesellschaftssitzes anordnen sowie Dritten zur Kenntnis bringen.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Herstellung von und der Handel mit Verbundwerkstoffen für höchste technische Anforderungen, ferner Fremd- und Auftragsforschung, prüftechnische und Qualitätssicherungsdienstleistungen, Vermarktung von Ingenieur- und chemotechnischem Know-How. Die Gesellschaft ist berechtigt, Geschäfte aller Art, für eigene und dritte Rechnung im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland, sowie alle Operationen, Beteiligungen, Niederlassungen, die damit direkt oder indirekt zusammenhängen, durchzuführen.

Ein anderer Gegenstand des Unternehmens ist die Herstellung und der Handel von Erzeugnissen aus metallischen und nichtmetallischen Werkstoffen für hohe technische Ansprüche.

Zweck der Gesellschaft ist auch die Gründung von Filialen, Niederlassungen oder sonstigen juristischen Personen im In- und Ausland sowie der Erwerb von Beteiligungen unter jedweder Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen soweit dies den oben erwähnten Aktivitäten dienlich ist.

Die Gesellschaft kann auch in ihrem eigenen Namen Grundeigentum erwerben.

Art. 4. Dauer der Gesellschaft. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt und beginnt am Tage der Gründung.

Eine vorzeitige Auflösung der Gesellschaft kann unter Beachtung der für Satzungsänderungen vorgesehenen gesetzlichen Bestimmungen durch Beschluss einer außergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre erfolgen.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beträgt SECHS MILLIONEN DREI HUNDERT FÜNFUND-SIEBZIG TAUSEND EURO (€ 6.375.000,-) und ist aufgeteilt in fünfundzwanzig tausend fünf hundert (25.500) Aktien mit einem Nennwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250,-).

Das Grundkapital kann durch Beschluss einer außergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre erhöht oder herabgesetzt werden. Dieser Beschluss muss den für Satzungsänderungen vorgeschriebenen gesetzlichen Formen und Voraussetzungen genügen.

Art. 6. Aktien. Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien (actions nominatives) und werden Namensaktien bleiben.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre. Den Aktionären können Zertifikate dieser Einträge ausgestellt werden und solche Zertifikate, werden vom Vorstandsvorsitzenden oder von zwei Mitgliedern des Vorstandes, oder gegebenenfalls vom Alleinigen Vorstandsmitglied unterschrieben.

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Ein Aktienregister wird am eingetragenen Gesellschaftssitz aufbewahrt, wo es jedem Aktionär zwecks Inspektion zur Verfügung steht. Das Register enthält den Namen jedes Aktionärs, dessen Wohnsitz oder Wahlmizil, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, die Summe, welche für jede von diesen bezahlt wurde, die Übereignung der Aktien und das Datum der Übereignung. Das Eigentum der Aktien resultiert aus der Eintragung im Register.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Im Falle, wo eine Aktie von mehr als einer Person gehalten wird, hat die Gesellschaft das Recht die Ausführung aller Rechte, die dieser Aktie anhaften, aufzuheben bis eine Person als einziger Besitzer gegenüber der Gesellschaft benannt wurde. Die gleiche Regel wird angewandt, wenn es einen Konflikt zwischen dem Nießbraucher (usufruitier) und dem bloßen Eigentümer (nu-propriétaire) oder zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandhalter gibt.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien unter Vorbehalt der vom Gesetz festgelegten Bedingungen zurückkaufen.

Art. 7. Übertragung der Aktien. Die Übertragung der Aktien erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung, welche ins Aktienregister der Gesellschaft eingetragen wird. Eine solche Übertragungserklärung muss vom Übertragenden und vom Erwerber oder von Personen, die über eine geeignete Vollmacht verfügen, oder nach den Bestimmungen von Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches (Code civil) die Übertragung von Forderungen betreffend, unterschrieben werden.

Für die Übertragung kann die Gesellschaft auch andere Übertragungsurkunden anerkennen, wenn diese der Gesellschaft die Einwilligung des Übertragenden und des Erwerbers zufrieden stellend bescheinigen.

Art. 8. Befugnisse der Hauptversammlung der Gesellschaft. Solange die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, übernimmt der alleinige Aktionär sämtliche Befugnisse, welche normalerweise die Hauptversammlung innehat. Im Sinne

dieser Satzung müssen von der Hauptversammlung getroffene Entscheidungen oder ausgeübte Befugnisse als Entscheidungen oder Befugnisse vom Alleinigen Aktionär verstanden werden, wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat.

Entscheidungen des Alleinigen Aktionärs werden in einem Protokoll festgehalten.

Im Falle mehrerer Aktionäre müssen sämtliche Aktionäre in der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Gesellschaft vertreten sein. Diese hat die ausgedehntesten Befugnisse, alle Geschäfte die in Zusammenhang mit der Tätigkeit der Aktionäre stehen anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 9. Jährliche Hauptversammlung der Aktionäre - Andere Aktionärsversammlungen. Die ordentliche Hauptversammlung findet alljährlich am ersten Montag des Monats Juni um 14 Uhr statt am Sitz der Gesellschaft oder an dem in der Einberufung angegebenen Ort.

Sollte dieses Datum auf einen Feiertag fallen, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Andere Aktionärsversammlungen der Gesellschaft können am Ort und zu der Zeit abgehalten werden, die im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben sind.

Art. 10. Einberufung, Beschlussfähigkeit, Einberufungsbekanntmachungen, Vollmacht, und Abstimmung. Die vom Gesetz vorgesehenen Regeln betreffend Einberufungsfrist und Beschlussfähigkeit finden für die Einberufung und die Abhaltung der Hauptversammlung Anwendung, außer wenn im nachfolgenden Text etwas anderes vorgesehen ist.

Der Vorstand oder, gegebenenfalls, das Alleinige Vorstandsmitglied, und der Aufsichtsrat oder, gegebenenfalls, das Alleinige Aufsichtsratsmitglied oder der/die Rechnungsprüfer oder, wenn es außergewöhnliche Umstände verlangen, zwei Vorstandsmitglieder, welche gemeinsam handeln können eine Hauptversammlung einberufen. Sie sind verpflichtet diese innerhalb eines Monats unter Angabe der Tagesordnung einzuberufen, falls Aktionäre, welche ein Zehntel des Gesellschaftskapitals halten, dies schriftlich verlangen. Ein oder mehrere Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft halten, können verlangen, dass der Tagesordnung ein oder mehrere Einträge hinzugefügt werden. Die Anfrage muss der Gesellschaft mindestens 5 (fünf) Tage vor der entsprechenden Hauptversammlung übermittelt werden.

Einberufungsschreiben für alle Hauptversammlungen müssen die Tagesordnung der Versammlung enthalten und müssen als Bekanntmachungen mit einem Mindestabstand von acht Tagen, und bis spätestens acht Tage vor der Hauptversammlung im Amtsblatt (Mémorial) und in einer luxemburgischen Zeitung veröffentlicht werden.

Acht Tage vor der Versammlung müssen Einberufungsschreiben per Brief an Inhaber von Namensaktien versendet werden, ein Beweis, dass diese Formalität eingehalten wurde, muss nicht erbracht werden.

Da alle Aktien Namensaktien sind, kann die Einberufung ausschließlich durch Einschreiben erfolgen.

Auf jede Aktie entfällt eine Stimme.

Außer wenn vom Gesetz oder in dieser Satzung anders vorgesehen, werden Beschlüsse von einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung durch einfachen Mehrheitsbeschluss der Anwesenden oder vertretenen Aktionäre getroffen, die ihre Stimme abgeben. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Allerdings können Beschlüsse, welche die Satzung der Gesellschaft abändern nur von einer Hauptversammlung angenommen werden, in welcher mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist, und deren Tagesordnung die vorgeschlagenen Änderungen der Satzung enthält und gegebenenfalls den Wortlaut der Satzungsänderungen, die den Zweck oder die Form der Gesellschaft betreffen. Wenn die erste dieser Bedingungen nicht erfüllt ist, kann eine zweite Versammlung einberufen werden, wie in der Satzung beschrieben, indem die Einberufung zweimal und mit einem Mindestabstand von fünfzehn Tagen, und bis spätestens fünfzehn Tage vor der Versammlung im Amtsblatt (Mémorial) und in einer luxemburgischen Zeitung veröffentlicht wird. Eine solche Einberufung muss die Tagesordnung, das Datum und die Ergebnisse der letzten Versammlung wiedergeben. Die zweite Versammlung kann unabhängig vom Prozentsatz des vertretenen Kapitals rechtsgültig Beschlüsse treffen. Bei beiden Versammlungen müssen Beschlüsse, damit sie rechtsgültig sind, durch mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen angenommen werden. Stimmen, welche Aktien betreffen für welche der Aktionär sich nicht an der Abstimmung beteiligt hat, sich der Stimme enthalten hat, einen unausgefüllten oder ungültigen Stimmzettel abgegeben hat, werden nicht berücksichtigt, um die Mehrheit zu errechnen.

Die Nationalität der Gesellschaft und die Verpflichtungen der Aktionäre können nur einstimmig durch die Aktionäre und Schuldverschreibungsinhaber geändert bzw. erweitert werden.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung vertreten lassen, indem er schriftlich einen Vertreter benennt, entweder per Original, Fax oder E-Mail, die mit einer elektronischen Unterschrift versehen ist (die nach luxemburgischem Recht gültig ist). Der Vertreter muss kein Aktionär sein.

Falls sämtliche Gesellschafter das Gesamtkapital vertreten, können Hauptversammlungen auch ohne vorherige Einberufungen stattfinden.

Vor Beginn der Beratung müssen die Aktionäre einen Vorsitzenden der Hauptversammlung wählen. Der Vorsitzende muss einen Schriftführer und die Aktionäre einen Stimmzähler benennen. Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler bilden das Büro.

Das Protokoll der Hauptversammlung wird von den Mitgliedern des Büros unterschrieben, sowie von allen Aktionären, die unterschreiben möchten.

Wenn Entscheidungen der Hauptversammlung vor Gericht oder anderwärtig verwendet werden, müssen Kopien oder Auszüge vom Vorstandsvorsitzenden unterschrieben werden.

Art. 11. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird von einem Vorstand geleitet, welcher seine Funktion unter der Kontrolle des Aufsichtsrats (der Aufsichtsrat) ausführt.

Solange die Gesellschaft einen Alleinigen Aktionär hat oder über ein Kapital von weniger als fünfhundert Tausend Euro (EUR 500.000) verfügt, kann die Gesellschaft von einem Alleinigen Vorstandsmitglied geleitet werden, welches kein Aktionär sein muss. Wenn die Gesellschaft mehr als einen Aktionär hat oder über ein Kapital von mindestens fünfhundert Tausend Euro (EUR 500.000) verfügt, wird sie von einem Vorstand geleitet, welcher aus mindestens zwei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen.

Art. 12. Ernennung und Enthebung von Vorstandsmitgliedern. Das Alleinige Vorstandsmitglied oder die Vorstandsmitglieder werden vom Aufsichtsrat gemäß Satzung und Gesetz von 1915 ernannt. Der Aufsichtsrat wird die Anzahl der Vorstandsmitglieder, deren Amtszeit und Vergütung (gegebenenfalls) bestimmen und darf jedes Vorstandsmitglied begründet oder unbegründet dessen Amtes entheben.

Die Vorstandsmitglieder oder, gegebenenfalls, das Alleinige Vorstandsmitglied werden für eine maximale Dauer von sechs Jahren gewählt und sind zur Wiederwahl berechtigt.

Im Falle einer Vakanz eines Amtes als Vorstandsmitglied wegen Tod, Ruhestand oder aus anderen Gründen, können die restlichen Vorstandsmitglieder durch Mehrheitsbeschluss eine Person wählen, die diese vakante Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt, in der die endgültige Wahl durchgeführt wird.

Wenn eine Rechtsperson als Vorstandsmitglied oder Alleiniges Vorstandsmitglied ernannt wurde (die Rechtsperson), muss die Rechtsperson eine natürliche Person als permanenten Vertreter (représentant permanent) benennen, welcher die Rechtsperson als Vorstandsmitglied oder Alleiniges Vorstandsmitglied gemäß Gesetz von 1915 vertreten wird.

Art. 13. Vorstandssitzungen. Der Vorstand ernennt einen Vorsitzenden (der Vorstandsvorsitzende) unter seinen Mitgliedern und kann einen Schriftführer bestellen, welcher kein Vorstandsmitglied sein muss und welcher das Protokoll der Vorstandssitzungen führen wird. Der Vorstandsvorsitzende wird bei jeder Vorstandssitzung und bei jeder Hauptversammlung den Vorsitz haben. In seiner/ihrer Abwesenheit können die anderen Vorstandsmitglieder einen anderen Vorsitzenden auf Zeit durch einfachen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitglieder wählen, welcher bei der entsprechenden Versammlung den Vorsitz übernehmen wird.

Der Vorstand versammelt sich nach Einberufung durch den Vorstandsvorsitzenden oder nach Einberufung durch zwei Vorstandsmitglieder am in der Einberufung genannten Ort.

Jedes Vorstandsmitglied muss mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem Datum einer Sitzung in Kenntnis gesetzt werden, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art dieser Umstände kurz in der Einberufung der Sitzung erläutert werden müssen.

Eine solche schriftliche Einberufung ist entbehrlich, wenn alle Vorstandsmitglieder bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, und sich als ordnungsgemäß einberufen sowie über die Tagesordnung informiert erklären. Es kann ebenfalls durch eine schriftliche Einverständniserklärung jedes Vorstandsmitgliedes per Original, Fax oder E-Mail, welcher eine elektronische Unterschrift angefügt wurde (die nach luxemburgischem Recht gültig ist), auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Eine Einberufung für Sitzungen, welche vorher zu bestimmten Zeiten und an bestimmten Orten vom Vorstand festgesetzt wurden, ist entbehrlich.

Jedes Vorstandsmitglied kann sich durch ein anderes Vorstandsmitglied, das hierzu bevollmächtigt wurde (per Brief, Fax, oder E-Mail, die mit einer nach luxemburgischen Recht gültigen elektronischen Unterschrift versehen ist) bei jeder Vorstandsversammlung vertreten lassen. Ein Vorstandsmitglied ist berechtigt mehrere seiner Kollegen zu vertreten.

Der Vorstand ist nur dann berechtigt Entscheidungen zu treffen, wenn wenigstens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Ein Vorstandsmitglied kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten, jedoch nur unter der Voraussetzung, dass mindestens zwei Vorstandsmitglieder an der Versammlung teilnehmen oder an einer derartigen Sitzung mittels eines durch Satzung und durch Gesetz von 1915 erlaubten Kommunikationsmittel teilnehmen. Entscheidungen werden von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitglieder getroffen.

Im Falle einer unentschiedenen Abstimmung, hat der Vorstandsvorsitzende eine entscheidende Stimme.

Jedes Vorstandsmitglied kann an der Hauptversammlung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln teilnehmen, vorausgesetzt (i) die Vorstandsmitglieder, welche an der Versammlung teilnehmen können sich ausweisen, (ii) alle Personen, welche an der Versammlung teilnehmen können einander hören und miteinander sprechen, (iii) die Versammlung wird ununterbrochen übertragen und (iv) der Vorstand kann ordnungsgemäß beratschlagen. Eine Vorstandssitzung, die mit Hilfe derartiger Kommunikationsmittel abgehalten wird, gilt als in Luxemburg durchgeführt.

Ungeachtet des Vorangehenden kann ein Vorstandsbeschluss in dringenden Fällen oder wenn andere außergewöhnliche Umstände es verlangen auch schriftlich gefasst werden. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, welche von allen Vorstandsmitgliedern von Hand oder mit einer nach luxemburgischem Recht gültigen elektronischen Unterschrift versehen sind.

Artikel 13 entfällt, sollte die Gesellschaft von einem Alleinigen Vorstandsmitglied geführt werden.

Art. 14. Protokoll der Vorstandssitzungen oder der Beschlüsse des Alleinigen Vorstandsmitgliedes. Die Beschlüsse des Alleinigen Vorstandsmitgliedes werden schriftlich in einem Protokoll festgehalten, welches am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird.

Das Protokoll jeder Vorstandssitzung wird vom Vorstandsvorsitzenden oder vom Vorstandsmitglied, das bei einer solchen Sitzung den Vorsitz geführt hat, unterschrieben. Das Protokoll der vom Alleinigen Vorstandsmitglied gefassten Beschlüsse wird vom Alleinigen Vorstandsmitglied unterschrieben.

Kopien oder Auszüge eines solchen Protokolls, die während eines Gerichtsverfahrens oder anderwärtig vorgelegt werden müssen, werden vom Vorstandsvorsitzenden unterschrieben, von zwei beliebigen Vorstandsmitgliedern oder vom Alleinigen Vorstandsmitglied (je nachdem).

Art. 15. Befugnisse und Aufgaben des Vorstandes. Der Vorstand, oder je nachdem, das Alleinige Vorstandsmitglied ist weitgehend befugt alle Verfügungs- und Verwaltungsgeschäfte im Interesse der Gesellschaft abzuschließen bzw. deren Abschluss zu veranlassen. Für Entscheidungen in Bezug auf Strategie, 5 Jahresplan und Budget wird das Einverständnis des Aufsichtsrates benötigt. Das Gleiche gilt für Entscheidungen in Bezug auf Ankauf von Filialen, Anlagevermögen, Sachschulden, Hypotheken usw., welche einen Betrag von 500.000 Euro überschreiten. Alle Rechte, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Hauptversammlung oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich des Vorstandes, oder gegebenenfalls des Alleinigen Vorstandsmitgliedes.

Mindestens alle drei Monate legt der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied, dem Aufsichtsrat einen schriftlichen Bericht vor, in welchem der Stand der geschäftlichen Aktivitäten sowie die vorläufige Entwicklung beschrieben sind. Darüber hinaus informiert der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied, den Aufsichtsrat über jedes Ereignis, welches einen merklichen Einfluss auf die Situation der Gesellschaft nehmen könnte.

Wenn eine Geschäftstätigkeit die Zustimmung des Aufsichtsrats benötigt und dieser die Zustimmung verweigert, kann der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied, die Angelegenheit der Hauptversammlung vorlegen.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen. Der Vorstand oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied kann eine Person (oder mehrere Personen) als Geschäftsführer benennen (délégué(s) à la gestion journalière), sei(en) sie Aktionär oder nicht, Vorstandsmitglied oder nicht, die nicht dem Aufsichtsrat angehören darf/dürfen, welche umfassende Vertretungsmacht hat/haben, die Gesellschaft in allen Angelegenheiten zu vertreten, welche die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft betreffen, sowie alle Geschäfte im Rahmen der täglichen Geschäftsführung im Namen der Gesellschaft ausführen.

Der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied, kann eine Person, sei sie Aktionär oder nicht, Vorstandsmitglied oder nicht, jedoch kein Aufsichtsratsmitglied, als ständigen Vertreter für eine Gesellschaft benennen, in der die Gesellschaft als Mitglied des Vorstandes benannt wurde. Dieser ständige Vertreter wird nach seinem Ermessen handeln, jedoch im Namen und im Auftrag der Gesellschaft und kann die Gesellschaft in ihrer Eigenschaft als Vorstandsmitglied einer solchen anderen Gesellschaft binden.

Der Vorstand oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied ist darüber hinaus befugt eine Person zu benennen, sei sie Vorstandsmitglied oder nicht, jedoch kein Aufsichtsratsmitglied, die auf jeder Ebene der Gesellschaft spezielle Aufgaben oder Aufträge erfüllen kann.

Art. 17. Verbindliche Unterschriften. Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten verpflichtet durch: (i) die gemeinsame Unterschrift von zwei Vorstandsmitgliedern oder (ii) im Falle eines Alleinigen Vorstandsmitgliedes, die alleinige Unterschrift des Alleinigen Vorstandsmitgliedes. Die Gesellschaft wird außerdem durch die gemeinsame Unterschrift von beliebigen Personen oder die alleinige Unterschrift einer Person, die eine besondere Unterschriftsvollmacht durch den Vorstand oder das Alleinige Vorstandsmitglied erhalten hat/haben verpflichtet, allerdings nur im Rahmen einer solchen Vollmacht. Innerhalb der Grenzen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift der Person, die im ersten Abschnitt des Artikel 16 benannt wurde verpflichtet.

Art. 18. Haftung des Vorstandes. Gemäß Satzung und Gesetz von 1915 übernehmen Vorstandsmitglieder oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied aufgrund ihrer Position keine persönliche Haftung, in Verbindung mit irgendeiner gültigen Verpflichtung, die sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind. Sie sind der Gesellschaft gegenüber haftbar für die Ausführung ihres Mandats und Fehler in der Geschäftsführung.

Sie sind gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Gesellschaft und jeglichem Drittem für Verletzungen der Satzung.

Art. 19. Vergütung/Entschädigung. Die Gesellschaft kann jedes Vorstandsmitglied oder gegebenenfalls Alleiniges Vorstandsmitglied und dessen Erben, Nachlassverwalter oder Testamentsvollstrecker, in einem angemessenen Rahmen für Ausgaben entschädigen, welche ihm/ihr in Zusammenhang mit irgendwelchen Handlungen, Rechtsstreitigkeiten, gerichtlichen Klagen oder Gerichtsverfahren angefallen sind, bei welchen er/sie durch seine/ihre Tätigkeit als Vorstandsmitglied der Gesellschaft eingebunden ist oder war oder, auf Anfrage, irgendeiner anderen Gesellschaft, bei der die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und durch die er/sie nicht entschädigt werden kann, außer im Zusammenhang mit Geschäften, in denen er/sie grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft für schuldig befunden wurde.

Im Fall einer Einigung wird eine Entschädigung nur in Verbindung mit Geschäften gewährleistet, bei denen die Berater der Gesellschaft die betreffende Person nicht für schuldig befinden ihre Pflicht verletzt zu haben. Das vorangehende Entschädigungsrecht schließt keine anderen Rechte aus, welche dieser Person zustehen.

Art. 20. Ernennung des Aufsichtsrats. Die Geschäftsführung der Gesellschaft durch den Vorstand wird vom Aufsichtsrat überwacht. Solange die Gesellschaft einen Alleinigen Aktionär hat, kann der Aufsichtsrat aus einem einzigen Mitglied bestehen, welches nicht Aktionär der Gesellschaft sein muss. Wenn die Gesellschaft mehr als einen Aktionär hat, wird der Vorstand von einem Aufsichtsrat überwacht, der sich aus mindestens drei Personen zusammensetzt, welche keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Das Alleinige Aufsichtsratsmitglied und die Aufsichtsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung gewählt für eine Maximaldauer von sechs Jahren und sind zur Wiederwahl berechtigt.

Wenn eine Rechtsperson zum Aufsichtsratsmitglied ernannt wird (der Rechtsträger), muss der Rechtsträger eine natürliche Person zum Dauervertreter (représentant permanent) ernennen, der den Rechtsträger als Aufsichtsratsmitglied vertritt, gemäß Artikel 51 bis des Gesetzes von 1915.

Die Hauptversammlung wird darüber hinaus die Anzahl der Aufsichtsratsmitglieder festlegen, sowie deren Vergütung (gegebenenfalls) und Amtsdauer. Ein Aufsichtsratsmitglied kann jederzeit durch Hauptversammlungsbeschluss seines Amtes enthoben werden.

Art. 21. Aufsichtsratssitzungen. Der Aufsichtsrat ernennt einen Vorsitzenden (der Aufsichtsratsvorsitzende) unter seinen Mitgliedern und kann einen Schriftführer wählen, welcher nicht Aufsichtsratsmitglied sein muss, und welcher für die Protokollführung der Aufsichtsratssitzungen zuständig ist. Der Aufsichtsratsvorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Aufsichtsratssitzungen. In seiner/ihrer Abwesenheit wählen die restlichen anwesenden oder vertretenen Aufsichtsratsmitglieder durch einfachen Mehrheitsbeschluss einen anderen Vorsitzenden auf Zeit, welcher den Vorsitz der entsprechenden Sitzung führt.

Der Aufsichtsrat tritt auf Einberufung des Aufsichtsratsvorsitzenden oder durch zwei Aufsichtsratsmitglieder an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen, so oft wie dies im Interesse der Gesellschaft notwendig ist. Der Aufsichtsratsvorsitzende muss auf Anfrage von mindestens zwei Aufsichtsratsmitgliedern oder auf Anfrage des Vorstandes eine Sitzung einberufen.

Jedes Aufsichtsratsmitglied muss mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem festgesetzten Sitzungstermin davon in Kenntnis gesetzt werden, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art dieser Umstände kurz in der Einberufung der Aufsichtsratssitzung erläutert werden muss.

Eine derartige schriftliche Einberufung ist entbehrlich, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder während der Sitzung anwesend oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß einberufen sowie über die Tagesordnung vollständig informiert erklären. Es kann ebenfalls durch eine schriftliche Einverständniserklärung aller Aufsichtsratsmitglieder per Original, Fax oder Email, welche mit einer elektronischen Unterschrift versehen ist (die nach luxemburgischem Recht gültig ist), auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Die Einberufung einer Sitzung ist ebenfalls entbehrlich, wenn deren Termin und Abhaltungsort bereits in einem früheren Aufsichtsratsbeschluss festgelegt worden ist.

Der Aufsichtsrat tritt so oft wie nötig mindestens aber alle 4 Monate zusammen.

Der Aufsichtsrat kann Vorstandsmitglieder zu seinen Sitzungen einladen. In diesem Fall haben die Vorstandsmitglieder nur eine beratende Funktion.

Jedes Aufsichtsratsmitglied kann sich durch ein anderes Aufsichtsratsmitglied, das hierzu bevollmächtigt wurde (per Brief, Fax, oder Email, die mit einer nach luxemburgischem Recht gültigen elektronischen Unterschrift versehen ist) bei jeder Aufsichtsratssitzung vertreten lassen. Ein Aufsichtsratsmitglied ist berechtigt mehrere seiner Kollegen zu vertreten.

Der Aufsichtsrat ist nur dann berechtigt Entscheidungen zu treffen, wenn wenigstens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Ein Aufsichtsratsmitglied kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten, jedoch nur unter der Voraussetzung, dass mindestens zwei Aufsichtsratsmitglieder an der Sitzung teilnehmen. Entscheidungen werden von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aufsichtsratsmitglieder getroffen.

Im Falle einer unentschiedenen Abstimmung hat der Aufsichtsratsvorsitzende eine entscheidende Stimme.

Jedes Aufsichtsratsmitglied kann an einer Aufsichtsratssitzung mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln teilnehmen, vorausgesetzt (i) die Aufsichtsratsmitglieder, welche an der Sitzung teilnehmen, können sich ausweisen, (ii) alle Personen, welche an der Versammlung teilnehmen, können einander hören und miteinander sprechen, (iii) die Versammlung wird ununterbrochen übertragen und (iv) der Aufsichtsrat kann ordnungsgemäß beratschlagen; die Teilnahme an einer Sitzung mit Hilfe solcher Mittel gilt als persönliche Anwesenheit.

Ein Aufsichtsratsbeschluss kann in dringenden Fällen oder wenn andere außergewöhnliche Umstände es verlangen auch schriftlich verfasst werden. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, welche von allen Aufsichtsratsmitgliedern mit einer handschriftlichen oder einer nach luxemburgischem Recht gültigen elektronischen Unterschrift versehen sind.

Artikel 21 ist nicht anwendbar, wenn der Aufsichtsrat aus einem einzigen Mitglied besteht.

Art. 22. Protokoll der Aufsichtsratssitzungen. Die Beschlüsse des Alleinigen Aufsichtsratsmitglieds werden schriftlich in einem Protokoll festgehalten, welches am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird.

Das Protokoll der Aufsichtsratssitzungen wird von allen anwesenden Aufsichtsratsmitgliedern, welche an einer solchen Sitzung teilgenommen haben unterschrieben. Das Protokoll der vom Alleinigen Aufsichtsratsmitglied gefassten Beschlüsse wird vom Alleinigen Aufsichtsratsmitglied unterschrieben.

Kopien oder Auszüge eines solchen Protokolls, die während eines Gerichtsverfahrens oder anderwärtig vorgelegt werden müssen, werden vom Aufsichtsratsvorsitzenden unterschrieben oder vom Alleinigen Vorstandsmitglied (je nachdem).

Art. 23. Befugnisse und Verpflichtungen des Aufsichtsrats. Der Aufsichtsrat kontrolliert ständig die Geschäftsführung durch den Vorstand oder, gegebenenfalls, durch das Alleinige Vorstandsmitglied, ohne in die Geschäftsführung einzugreifen.

Der Aufsichtsrat hat das Recht sämtliche Aktivitäten der Gesellschaft zu überprüfen. Am Gesellschaftssitz haben die Aufsichtsratsmitglieder Zugang zu den Geschäftsbüchern, den Konten, der Korrespondenz, den Protokollen und allgemein zu allen Unterlagen der Gesellschaft. Auf Anfrage des Aufsichtsrats erhält der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied, jegliche Informationen, die für die Aufsichtskontrolle der Geschäftsführung benötigt werden. Darüber hinaus kann der Aufsichtsrat in seiner Funktion beliebige Verifizierungen vornehmen oder solche verlangen.

Art. 24. Übertragung von Befugnissen. Der Aufsichtsrat darf einen oder mehrere seiner Mitglieder zur Durchführung einer oder mehrerer bestimmter Tätigkeiten benennen.

Der Aufsichtsrat darf ebenfalls über die Bildung von Komitees innerhalb des Aufsichtsrats entscheiden. Die Zusammensetzung und die Aktivitäten derartiger Komitees wird vom Aufsichtsrat festgelegt, unter dessen Aufsicht sie handeln. Trotzdem darf der Aufsichtsrat derartigen Komitees nicht die Befugnisse, die ihm ausdrücklich durch Satzung oder Gesetz von 1915 zugeteilt sind übertragen und eine Übertragung auf ein Komitee darf nicht zu einer Minderung oder Einschränkung der Befugnisse des Vorstandes oder, gegebenenfalls des Alleinigen Vorstandsmitgliedes führen.

Art. 25. Verpflichtung der Aufsichtsratsmitglieder. Gemäß Satzung und Gesetz von 1915 übernehmen Aufsichtsratsmitglieder oder gegebenenfalls das Alleinige Aufsichtsratsmitglied aufgrund ihrer Position und in Zusammenhang mit ihrer Aufsicht der Geschäftsführung der Gesellschaft keine persönliche Haftung in Verbindung mit irgendeiner gültigen Verpflichtung. Sie sind der Gesellschaft gegenüber haftbar für die Ausführung ihres Mandats und Fehler in der Geschäftsführung.

Sie haften gesamtschuldnerisch gegenüber der Gesellschaft und jeglichem Drittem für Verletzungen der Satzung.

Art. 26. Mitgliedschaft des Vorstandes und des Aufsichtsrats. Niemand kann gleichzeitig Vorstandsmitglied und Aufsichtsratsmitglied sein.

Dennoch darf der Aufsichtsrat im Falle einer unbesetzten Stelle im Vorstand eines seiner Mitglieder benennen, um im Vorstand mitzuwirken. Während diesem Zeitraum sind die Pflichten dieser Person in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsratsmitglied aufgehoben.

Art. 27. Interessenkonflikte. Kein Vertrag oder anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma wird beeinträchtigt oder ungültig durch die Tatsache, dass einer oder mehrere Vorstandsmitglieder, Aufsichtsratsmitglieder oder Handlungsbevollmächtigte der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dieser anderen Gesellschaft haben, oder Vorstandsmitglied, Aktionär, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter dieser Gesellschaft oder Firma sind.

Falls ein Vorstandes- oder Aufsichtsratsmitglied der Gesellschaft ein persönliches, der Gesellschaft gegenteiliges Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss es den Vorstand oder Aufsichtsrat davon unterrichten und der Konflikt wird in das Sitzungsprotokoll aufgenommen. Dieses Vorstandes- oder Aufsichtsratsmitglied darf an der Beratung und Entscheidung über ein solches Geschäft nicht teilnehmen. Dieses Geschäft, sowie das Interesse, das ein Verwaltungsratsmitglied daran hat, werden den Aktionären anlässlich der nächsten Hauptversammlung mitgeteilt. Dieser Abschnitt ist nicht anwendbar auf das Alleinige Vorstandsmitglied und das Alleinige Aufsichtsratsmitglied.

Falls die Gesellschaft ein Alleiniges Vorstandsmitglied und/oder Alleiniges Aufsichtsratsmitglied hat, werden die Geschäfte, in denen das Alleinige Vorstandsmitglied oder das Alleinige Aufsichtsratsmitglied ein der Gesellschaft gegenteiliges Interesse hat in einem Protokoll festgehalten welches bei der nächsten Hauptversammlung vorgelegt wird.

Falls ein Vorstandsmitglied ein persönliches und gegenteiliges Interesse an einem Geschäft hat, ist die Zustimmung des Aufsichtsrats zu diesem Geschäft erforderlich.

Die drei vorhergehenden Abschnitte gelten nicht für Beschlüsse im Falle von Geschäften, die unter normalen Marktbedingungen erfolgen.

Art. 28. Bekanntgabe von Informationen. Die Vorstandes- und Aufsichtsratsmitglieder, sowie alle anderen Personen, die aufgefordert werden an Sitzungen derartiger Verwaltungsorgane teilzunehmen, sind dazu verpflichtet keine Informationen in Verbindung mit der Gesellschaft bekanntzugeben, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, außer in Fällen, in denen eine Bekanntmachung erforderlich ist oder durch eine gesetzliche oder behördliche Verordnung, die auf Aktiengesellschaften (*sociétés anonymes*) anwendbar ist, gestattet ist oder wenn es im öffentlichen Interesse geschieht. Diese Pflicht bleibt nach Ende der Amtsdauer bestehen.

Art. 29. Rechnungsprüfer (Commissaire aux comptes) - Externer Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises). Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem oder mehreren Rechnungsprüfern (*commissaire(s) aux comptes*) überprüft, oder falls gesetzlich vorgeschrieben, von einem oder mehreren unabhängigen, externen Wirtschaftsprüfer (*réviseur d'en-*

treprises). Der oder die Rechnungsprüfer werden für eine Dauer von maximal sechs Jahren ernannt und können wieder gewählt werden.

Der oder die Rechnungsprüfer werden von der Hauptversammlung ernannt, welche über ihre Anzahl, ihr Gehalt, und die Dauer ihrer Amtszeit entscheidet. Ein amtierender Rechnungsprüfer kann jederzeit von der Hauptversammlung abberufen werden.

Wenn die Bedingungen des Artikel 69 (in Verbindung mit Artikel 35) des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handelsregister (das Gesetz von 2002), die Buchführung und den Jahresabschluss der Gesellschaften erfüllt sind, werden die Geschäfte der Gesellschaft von einem oder mehreren unabhängigen externen Wirtschaftsprüfern überprüft (réviseurs d'entreprises). Der oder die externe(n) Wirtschaftsprüfer werden von der Hauptversammlung, gemäß Artikel 69 des Gesetzes von 2002 über das Handelsregister, die Buchführung und den Jahresabschluss der Gesellschaften, benannt. Die Hauptversammlung entscheidet über ihre Anzahl, ihr Gehalt, und die Dauer ihrer Amtszeit.

Art. 30. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt alljährlich am ersten Juli und endet am dreißigsten Juni eines jeden Jahres.

Art. 31. Jahresabschluss. Jedes Jahr, am Ende des Finanzjahres, erstellt der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied den Jahresabschluss, gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2002.

Spätestens einen Monat vor der jährlichen Hauptversammlung legt der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied, den Jahresabschluss zusammen mit seinem Bericht und allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden dem oder den Rechnungsprüfern/unabhängigen Wirtschaftsprüfern der Gesellschaft vor, welche daraufhin ihren Bericht aufstellen.

Spätestens 15 (fünfzehn) Tage vor der jährlichen Hauptversammlung, werden der Jahresabschluss, sowie die Berichte des Vorstandes und des oder der Rechnungsprüfer(s)/unabhängigen Wirtschaftsprüfer(s) zusammen mit allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden am Gesellschaftssitz der Gesellschaft hinterlegt, wo sie den Aktionären zu den üblichen Geschäftszeiten zwecks Inspektion zur Verfügung stehen.

Art. 32. Verwendung der Gewinne. Fünf Prozent des in dem Geschäftsjahr erzielten Reingewinnes sind zur Bildung der gesetzlichen Rücklage (réserve legale) zu verwenden. Diese Zuweisung ist nicht mehr nötig, sobald die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Kapitals der Gesellschaft, wie es in der Satzung angegeben ist, und eventuell gemäß Artikel 5 erhöht oder reduziert wurde, wird jedoch wieder nötig, sobald die Rücklage unter ein Zehntel fällt.

Die Hauptversammlung entscheidet wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird. Sie kann entscheiden von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten, so wie es nach ihrem Ermessen am Besten mit dem Zweck und der Politik der Gesellschaft und dem Gesetz von 1915 vereinbar ist.

Die Dividenden können an dem Ort und der Zeit ausbezahlt werden, welche vom Vorstand oder, gegebenenfalls vom Alleinigen Vorstandsmitglied bestimmt werden.

Der Vorstand kann entscheiden Zwischendividenden auszuzahlen, unter der Voraussetzung, dass dies innerhalb der vom Gesetz von 1915 gesetzten Grenzen geschieht.

Art. 33. Auflösung und Abwicklung. Die Gesellschaft kann jederzeit, durch einen im Einklang mit den in Artikel 10 enthaltenen Bedingungen zur Satzungsänderung gefassten Beschluss der Hauptversammlung, aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Abwicklung von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt (welche natürliche oder juristische Personen sein können) und welche von der Hauptversammlung benannt werden, die über eine solche Liquidation entscheiden. Diese Hauptversammlung entscheidet auch über die Befugnisse und Vergütungen der oder des Liquidatoren.

Art. 34. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz von 1915.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Herrn Dr.-Ing Patrick FRERES als Verwaltungsratsmitglied abuberufen und erteilt ihm Entlastung für die Ausübung seines Mandats.

Die Generalversammlung beschliesst zum neuen Verwaltungsratsmitglied zu ernennen, sein Mandat endend am 31. Dezember 2013:

Herr Dipl.-Kfm. Horst WILLKOMM, wohnhaft in D-54666 Irrel, Vor Theren 3.

Herr Rolf Mathias ALTER und Herr Werner HUWER werden in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder bis zum 31. Dezember 2013 bestätigt.

Herr Rolf Mathias ALTER wird in seiner Funktion als Delegierter des Verwaltungsrates bis zum 31. Dezember 2013 bestätigt.

Nach Erschöpfung der Tagesordnung, wurde die ausserordentliche Generalversammlung geschlossen.

Worüber Urkunde aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die vorgenannten Erschienenen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. M. ALTER, P. SIMON, W. HUWER, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 31 décembre 2007. Relation: ECH/2007/1747. Reçu cinquante mille Euros. 5.000.000,- à 1% = 50.000,- €.

Le Receveur (signé): MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 31. Januar 2008.

Henri BECK.

Référence de publication: 2009009932/201/517.

(090008340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Notafagus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7640 Christnach, 5, rue de Müllerthal.

R.C.S. Luxembourg B 29.801.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour NOTAFAGUS SARL

Emmanuel KARP / Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009010071/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2009, réf. LSO-DA03788. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Société Immobilière 1992, Société Anonyme.

Siège social: L-3397 Roeser, 43, rue d'Alzingen.

R.C.S. Luxembourg B 29.752.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour SOCIETE IMMOBILIERE 1992 SA

Emmanuel KARP / Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009010070/597/14.

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2009, réf. LSO-DA03787. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

GentleSecurity, S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1131 Luxembourg, 3, rue Antoine.

R.C.S. Luxembourg B 115.090.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010021/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03223. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Sigma Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 77.358.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010023/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03219. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Luxembourg Marine Accounting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 115.369.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXEMBOURG MARINE ACCOUNTING S.A.

Signature

L'administrateur unique

Référence de publication: 2009010018/9829/15.

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2009, réf. LSO-DA05252. - Reçu 105,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

ESO Capital Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 123.974.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Pour la société

Paul DECKER

Le notaire

Référence de publication: 2009010125/206/13.

(090008570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Atterbury S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 122.782.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Sammlung der Gesellschaften und Vereinigungen.

Junglinster, den 14. Januar 2009.

Für gleichlautende Abschrift

Für die Gesellschaft

Maître Jean SECKLER

Notar

Référence de publication: 2009010121/231/14.

(090008514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Gdium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 90.235.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Gérard LECUIT
Notaire

Référence de publication: 2009010136/220/12.

(090008794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

YPL Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert 1er.
R.C.S. Luxembourg B 116.714.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Gérard LECUIT
Notaire

Référence de publication: 2009010137/220/12.

(090008798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Lowell S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 56.267.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Gérard LECUIT
Notaire

Référence de publication: 2009010138/220/12.

(090008807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Société d'Investissement de la Moselle S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 12.627.

Constituée par-devant M^e Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 27 décembre 1974, acte publié au Mémorial C n° 31 du 21 février 1975 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois lors de la conversion du capital en EUROS suivant acte sous seing privé, en date du 17 septembre 2001, dont l'extrait a été publié au Mémorial C no 622 du 22 avril 2002.

Le bilan au 30 septembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SOCIETE D'INVESTISSEMENT DE LA MOSELLE S.A.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009010242/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00007. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Spring Multiple 2005 S.C.A., Société en Commandite par Actions Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 107.392.

Le Bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13.XI.2008.

Spring Multiple S.à r.l.
Signature / Signature
Gérant / Gérant

Référence de publication: 2009010196/1023/15.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01603. - Reçu 28,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Malicar Finance S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 31.830.

Le Bilan au 31.03.2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. SCHMITZ
Administrateur

Référence de publication: 2009010195/1023/13.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01573. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Massart S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 7, rue Jean-Pierre Sauvage.
R.C.S. Luxembourg B 112.281.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009010221/6385/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2009, réf. LSO-DA05209. - Reçu 89,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Eikon Invest IV Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 89.189.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EIKON INVEST IV HOLDING S.A.
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009010258/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04343. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Charles Anastase S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 144.066.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the thirtieth of December.

Before Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

1.- BIP Buratino in Paradiso SRL, having its registered office at Treviso (Italy), Via Alzaia n.99/B and registered at the Registro Imprese under the number 03999260262.

2.- Mr Charles Anastase, fashion designer, professionally residing in London (United Kingdom), 133A Fellows Road.

3.- Mrs Stéphanie Kessanidis, private employee, professionally residing in F-75020 Paris, 70, rue Panoyaux.

The appearing parties are hereby represented by Mr Jean Lambert, master in economics, professionally residing in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, by virtue of three powers of attorney, given under a private seal on December 23rd, 2008.

The said powers of attorney, after having been initialled *ne varietur* by the proxy holder of the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The appearing parties, represented as aforesaid, have requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the Articles) of a company, which it declares to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists a public limited liability company (*société anonyme*) under the name of CHARLES ANASTASE S.A. (the Company).

The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or several shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 20. below.

Art. 4. Corporate object. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The business purpose of the company is also the acquisition, the development, the ownership and exploitation of patents, licenses, designs, trademarks, protections, concessions and other rights of intellectual property as well as the exercise of all rights deriving from or pertaining to any of the aforesaid.

The company may also buy, sell, rent and administer any real estates as well in the Grand Duchy of Luxembourg as in foreign countries.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Share capital. The subscribed capital is set at THIRTY-TWO THOUSAND EURO (€ 32.000.-), consisting of three thousand two hundred (3.200) shares with a par value of TEN EURO (€ 10.-) each.

The corporate capital may be increased from its present amount up to TWO MILLION EURO (€ 2.000.000.-) by the creation and issue of additional shares of a par value of TEN EURO (€ 10.-) each.

The board of directors is fully authorized and appointed:

- to render effective such increase of capital as a whole at once, by successive portions or by continuous issues of new shares, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, or following approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares;

- to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash or in kind.

Such authorization is valid for a period of five years starting from the date of the publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorized capital which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of each increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present article will be amended such as to correspond to the increase so rendered affective; such modification will be documented in notarial form by the board of directors or by any persons appointed for such purposes.

Art. 6. Shares. The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 7. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Debt securities. Debt securities issued by the Company in registered form (obligations nominatives) may, under no circumstances, be converted into debt securities in bearer form (obligations au porteur).

Art. 9. Meetings of the shareholders of the Company. In the case of a single shareholder, the single shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the single shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Wednesday of June of each year at 16.00 p.m.. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, visio conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 10. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The shareholders may vote in writing (by way of a ballot paper) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant shareholder, (2) the indication of the shares for which the shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Company seventy-two (72) hours before the relevant General Meeting.

Art. 11. Management. In these Articles, any reference to the Board shall be a reference to the Sole Director (as defined below) (in the case that the Company has only one director) as long as the Company has only one shareholder.

For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only who does not need to be a shareholder of the Company.

Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three(3) directors who need not be shareholders of the Company. In that case, the General Meeting must appoint at least two new directors in addition to the then existing Sole Director. The director(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

All the references to the board of directors in the present articles of incorporation is a reference to the Sole Director (in case where the company only has one shareholder) as long as the company has one shareholder.

When a legal person is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51 bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915).

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 12. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the single shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, another director as his or her proxy.

One member of the Board may represent more than one prevented member at a meeting of the Board provided that always at least two members who are either present in person or who assist at such meeting by way of any means of communication that complies with the requirements set forth in the next paragraph.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, visio conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing, provided such resolution is preceded by a deliberation between the directors by such means as is, for example, described under paragraph 6 of this article 12. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every directors. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12 does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 13. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director. The resolutions passed by the Sole Director are documented by written minutes held at the company's registered office.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the Sole Director shall be signed by the Sole Director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two members of the Board or the Sole Director (as the case may be).

Art. 14. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

The Board will obtain the prior written approval from the shareholders of the Company to take the following decisions:

- to acquire or dispose of in any way (including without limitation, sell, purchase, exchange, transfer, lease, licence, lease purchase or hire) any premises, real estate property or land of whatsoever description and/or agree to do any of the foregoing and/or authorise the carrying out of building or re-structuring works on any premises, real estate, property or land of whatsoever description;

- to acquire or dispose of in any way (including without limitation, sell, purchase, exchange, transfer) any direct or indirect proprietary interest (including without limitation, shares, equities, options and/or bonds, usufruct rights, nu-ownership) in other companies, associations or legal persons;

- to acquire or dispose of in any way (including without limitation, sell, purchase, transfer, licence, lease or lease purchase) a branch of the Company and/or any branch or any other company or undertaking;

- to acquire or dispose of in any way (including without limitation purchase, sell, transfer, licence, lease or lease purchase) any trademark, patent or other intellectual property rights belonging third parties or to the Company

- to enter into any contract for the acquisition and/or providing of professional and other services (including without limitation style services) exceeding an annual amount of twenty thousand Euro (€ 20,000.-).

Art. 15. Delegation of powers. The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 16. Binding signatures. In respect of article 14, the Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any two members of the Board or (ii) in the case of a sole director, the sole signature of the Sole Director or (iii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

Art. 17. Statutory Auditor. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 19. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

The dividends may be paid in Euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

Art. 20. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 22. below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical

persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 21. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act 1915 and the amendments hereto.

Art. 22. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and the amendments hereto.

Transitory provisions

a) The first business year begins on the date of the formation of the corporation and ends on the 31st of December 2008.

b) The first annual General Meeting will be held in 2009.

Subscription

The three thousand two hundred (3.200) shares have been subscribed as follows:

1.- BIP Buratino in Paradiso SRL, having its registered office at Treviso (Italy), Via Alzaia n.99/B and registered at the Registro Imprese under the number 03999260262, one thousand five hundred sixty-eight shares	1.568
2.- Mr Charles Anastase, fashion designer, professionally residing in London (United Kingdom), 133A Fellows Road, one thousand five hundred sixty-eight shares	1.568
3.- Mrs Stéphanie Kessanidis, private employee, professionally residing in F-75020 Paris, 70 rue Panoyaux, sixty-four shares	64
Total: three thousand two hundred shares	3.200

All the shares have been paid up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of THIRTY-TWO THOUSAND EURO (€ 32.000.-) is now available to the corporation, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article twenty-six of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation is estimated at about two thousand three hundred Euro (€ 2.300.-).

Resolutions of the shareholder

The appearing party, representing the entire subscribed capital has passed the following resolutions:

1) The number of directors is fixed at three and the number of auditors at one.

2) The following are appointed directors:

a) Mr Jean LAMBERT, master in economics, professionally residing in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

b) Mr Patrice YANDE, private employee, professionally residing in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

c) Mrs Catherine PEUTEMAN, private employee, professionally residing in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

3) Has been appointed statutory auditor:

The public limited company EXAUDIT S.A., having its registered office in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, registered at the register of commerce and companies in Luxembourg, number B 124.982.

4) Their terms of office will expire at the annual meeting of shareholders of the year 2014.

5) The board of Directors shall have the authority to delegate the daily management of the business of the company and its representation to a managing director.

6) The registered office of the company is established in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into the language of the person appearing, acting as above-stated, known to the undersigned notary by his name, Christian name, civil status and residence, the said appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille huit, le trente décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

1.- BIP Buratino in Paradiso SRL, ayant son siège social à Treviso (Italie), Via Alzaia n.99/B, inscrite au Registro Imprese sous le numéro 03999260262.

2.- Monsieur Charles Anastase, fashion designer, demeurant professionnellement à Londres (Royaume-Uni), 133A Fellows Road.

3.- Madame Stéphanie Kessanidis, employée privée, demeurant professionnellement à F-75020 Paris, 70 rue Panoyaux.

Les parties comparantes sont ici représentées par Monsieur Jean LAMBERT, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, en vertu de trois procurations sous seing privé lui délivrées en date du 23 décembre 2008.

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (ci-après les Statuts) d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de CHARLES ANASTASE S.A. (ci-après la Société).

La Société peut avoir un associé unique (l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de la Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 20. ci-après.

Art. 4. Objet Social. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société a également pour objet l'acquisition, le développement, la détention et l'exploitation de brevets, licences, designs, marques de fabrique, protections, concessions et autres droits de propriété intellectuelle ainsi que l'exercice de tous les droits qui en découlent ou qui s'y rapportent.

La société pourra également acheter, vendre, louer et gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Capital Social. Le capital souscrit est de TRENTE-DEUX MILLE EUROS (€ 32.000.-), représenté par trois mille deux cents (3.200) actions d'une valeur nominale de DIX EUROS (€ 10.-) chacune.

Le capital social peut être augmenté de son montant actuel à DEUX MILLIONS EUROS (€ 2.000.000.-) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de DIX EUROS (€ 10.-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital,

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles,

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue: cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Obligations. Les obligations émises par la Société sous forme nominative ne pourront, en aucun cas, être converties en obligations au porteur.

Art. 9. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, chaque année le deuxième mercredi du mois de juin à 16.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Tout actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer, la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 10. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax, par câble, par télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (1) les nom, prénom, adresse et signature des actionnaires, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (3) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'agenda. Les bulletins de vote originaux devront être envoyés à la Société soixante-douze (72) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Art. 11. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée seulement par un administrateur unique qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins deux (2) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (lorsque la Société n'a qu'un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 12. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit, soit en original, soit par telefax, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par telefax, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, à un autre administrateur comme son mandataire.

Un membre du Conseil d'Administration peut représenter plusieurs autres membres empêchés du Conseil d'Administration à la condition qu'au moins deux membres du Conseil d'Administration soient physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil d'Administration par le biais de tout moyen de communication qui est conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseil d'Administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 12. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 12 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 13. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'Administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil obtiendra l'accord écrit préalable des actionnaires de la Société pour prendre les décisions suivantes:

- acquérir ou disposer, de quelque façon que ce soit (incluant sans limite, vendre, acheter, échanger, transférer, louer, donner et/ou prendre en licence ou en leasing), d'un quelconque bâtiment, bien immobilier ou terrain et/ou donner son accord pour exécuter ce qui précède et/ou autoriser la construction ou la restructuration d'un quelconque bâtiment, bien immobilier, propriété ou terrain;

- acquérir ou disposer, de quelque façon que ce soit (incluant sans limite, vendre, acheter, échanger, transférer), tout intérêt direct ou indirect de propriété (incluant sans limite, actions, titres, options et/ou obligations, droits d'usufruit, nue-propriété) dans d'autres sociétés, associations ou personnes juridiques;

- acquérir ou disposer, de quelque façon que ce soit, (incluant sans limite, vendre, acheter, transférer, louer, donner et/ou prendre en licence ou en leasing) d'une filiale de la société et/ou de toute filiale ou de toute autre société ou entité;

- acquérir ou disposer, de quelque façon que ce soit, (incluant sans limite, acheter, vendre, transférer, louer, donner et/ou prendre en licence ou en leasing) de toute marque de fabrique, brevet ou tout autre droit de propriété intellectuelle appartenant à un tiers ou à la société;

- conclure tout contrat pour l'acquisition et/ou fournir des services professionnels ou autres (incluant sans limitation des services de stylisme) excédant un montant annuel de vingt mille Euros (€ 20.000.-)

Art. 15. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 16. Signatures autorisées. Sous réserve de l'article 14, la Société sera engagée en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière) vis-à-vis des tiers par (i) les signatures conjointes de deux administrateurs de la Société ou (ii) dans le cas d'un administrateur unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 17. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent

(10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en Euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et devront être payés aux lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 20. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- a) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2008.
- b) La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2009.

Souscription

Les trois mille deux cents (3.200) actions ont été souscrites comme suit:

1.- BIP Buratino in Paradiso SRL, ayant son siège social à Treviso (Italie), Via Alzaia n.99/B, inscrite au Registre Imprese sous le numéro 03999260262, mille cinq cent soixante-huit parts sociales	1.568
2.- Monsieur Charles Anastase, fashion designer, demeurant professionnellement à Londres (Royaume-Uni), 133A Fellows Road, mille cinq cent soixante-huit parts sociales	1.568
3.- Madame Stéphanie Kessanidis, employée privée, demeurant professionnellement à F-75020 Paris, 70 rue Panoyaux, soixante-quatre parts sociales	64
Total: trois mille deux cents parts sociales	3.200

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE-DEUX MILLE EUROS (€ 32.000.-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de deux mille trois cents Euros (€ 2.300.-).

Résolutions de l'associé unique

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Jean LAMBERT, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
 - b) Monsieur Patrice YANDE, employé privé, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
 - c) Madame Catherine PEUTEMAN, employée privée, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
- 3.- Est appelé aux fonctions de commissaire:
 - La société anonyme EXAUDIT S.A., ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 124.982.

4.- Le premier mandat des administrateurs et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2014.

5.- Le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière des affaires de la société et sa représentation à un administrateur-délégué.

6.- Le siège social de la société est fixé à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Sur demande de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes:

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: J. LAMBERT, Henri BECK

Enregistré à Echternach, le 31 décembre 2008, Relation: ECH/2008/1806. Reçu cent soixante euros 32.000,00.- € à 0,50% = 160,00.- €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial.

Echternach, le 08 janvier 2009.

Henri BECK.

Référence de publication: 2009009930/201/571.

(090008490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Raisin Blanc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 98.606.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010079/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03206. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Instaltec S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 233-241, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 98.478.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010081/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03210. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Ramonage de l'Ouest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8834 Folschette, 58, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 92.100.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009010028/5307/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA00997. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Atelier de Constructions Métalliques J.P. Olinger S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4001 Esch-sur-Alzette, 192, route de Belval.

R.C.S. Luxembourg B 79.819.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Pour ATELIER DE CONSTRUCTION METALLIQUE J.P. OLINGER S.A.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2009010146/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA02274. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Rives Fertiles S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 13, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 122.241.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010082/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03212. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Gores I SF Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 366.000,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 136.852.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009010118/5770/13.

(090008462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Hoplite Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 48.399.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HOPLITE HOLDING S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009010261/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04303. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Benares S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 22.666.

Constituée en date du 12 mars 1985 par-devant Me André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), acte publié au Mémorial C no 111 du 19 avril 1985, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte sous seing privé lors de la conversion du capital social en Euros en date du 15 octobre 2001, dont l'extrait a été publié au Mémorial C no 605 du 18 avril 2002.

Le bilan au 31 mars 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BENARES S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009010268/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00693. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Roraima Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 19.130.

Constituée par-devant Me Gérard LECUIT, notaire alors de résidence à Mersch, maintenant à Luxembourg, en date du 29 janvier 1982, acte publié au Mémorial C numéro 104 du 17 mai 1982, modifiée par-devant le même notaire en date du 31 janvier 1985, acte publié au Mémorial C numéro 74 du 12 mars 1985. Le capital a été converti par acte sous seing privé en Euros en date du 14 décembre 2001, avis publié au Mémorial C numéro 966 du 25 juin 2002.

Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RORAIMA HOLDINGS S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009010269/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00696. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Marint S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R.C.S. Luxembourg B 56.075.

RECTIFICATIF DU DEPOT DU 08/08/2008 (NO LO80116872.04)

Le bilan modifié au 31.12.2007, les comptes annuels au 31.12.2007, régulièrement approuvés, le rapport de gestion, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats de l'exercice 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Salvatore Desiderio / Edoardo TUBIA

Référence de publication: 2009010342/24/18.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04267. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Mercator Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 144.081.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the nineteenth day of December,
Before Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

Ecoreal S.A., a company having its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 38.875, here represented by Mrs Sofia Da Chao Conde, private employee, residing professionally in L-4030 Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacities, has drawn up the following articles of incorporation of a société anonyme, which it declared to incorporate:

Art. 1. Name

1.1 There is hereby established a company in the form of a société anonyme under the name of MERCATOR HOLDING S.A. (hereinafter the «Company»).

1.2 The Company may have one shareholder or several shareholders. For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only who does not need to be a shareholder of the Company.

Art. 2. Registered Office

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 If the Board of Directors or, in the case of a sole director, the Sole Director, determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent which would render impossible the normal activities of the Company at its registered office or the communication between such registered office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration

3.1 The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Object

4.1 The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

4.2 The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies, which form part of the same group of companies as the Company.

4.3 The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

4.4 The Company may furthermore carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which are or may be conducive to the above.

Art. 5. Share Capital

5.1 The Company's subscribed share capital amounts to fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) represented by fifty thousand (50,000) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the «Shares»).

5.2 The subscribed share capital of the Company may at any time be increased or reduced by a resolution of the General Meeting of Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Association, subject to the mandatory provisions of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies.

Art. 6. Acquisition of own Shares

6.1 The Company may acquire its own Shares to the extent permitted by law.

6.2 To the extent permitted by Luxembourg law the Board of Directors or, in the case of a sole director, the Sole Director, is irrevocably authorised and empowered to take any and all steps to execute any and all documents and to do and perform any and all acts for and in the name and on behalf of the Company which may be necessary or advisable in order to effectuate the acquisition of the Shares and the accomplishment and completion of all related action.

Art. 7. Form of Shares

7.1 All the Shares of the Company shall be issued in registered form only. No conversion of the Shares into bearer shares shall be permissible.

7.2 The issued Shares shall be entered in the register of Shares which shall be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company, and such registry shall contain the name of each owner of Shares, the Shareholder's address, the number and type of Shares held by a Shareholder, any transfer of Shares and the dates thereof.

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the register of Shares evidences its right of ownership of such Shares. A certificate shall be delivered upon request by the Shareholder.

7.4 Any transfer of Shares shall be recorded in the register of Shares by delivery to the Company of an instrument of transfer satisfactory to the Company, or by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act accordingly and, together with the delivery of the relevant certificate duly endorsed to the transferee, if issued.

7.5 Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements should be sent. Such address will also be entered into the register of Shares.

7.6 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to that effect to be entered into the register of Shares and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or at such other address as may be so entered into the register of Shares by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shares by means of a written notification to the Company at its registered office or at such other address as may be determined by the Company from time to time.

7.7 The Company recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the title of ownership to such Share(s) is divided, split or disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

7.8 The Company or the person or persons designated by the Company to keep the register of Shares as set forth in this Article 7 shall not enter in the register of Shares any transfers made in contravention of the provisions, or without due observance of the conditions provided for, in Article 8.

Art. 8. Board of Directors

8.1 For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only. Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a board of directors («Board of Directors») consisting of a minimum of three (3) to a maximum of five (5) directors (the «Directors»).

8.2 The number of directors is fixed by the General Meeting of Shareholders.

8.3 The General Meeting of Shareholders may decide to appoint Directors of two different classes, being class A Director(s) and class B Director(s). Any such classification of Directors shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the Directors be identified with respect to the class they belong.

8.4 The Directors are to be appointed by the General Meeting of Shareholders for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected.

8.5 Decision to suspend or dismiss a Director must be adopted by the General Meeting of Shareholders with a majority of more than one-half of all voting rights present or represented.

8.6. When a legal person is appointed as a Director of the Company, the legal entity must designate a permanent representative (représentant permanent) in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 9. Meetings of the Board of Directors

9.1 The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman (the «Chairman») at majority for a term of six (6) years, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary (the «Secretary»), who need not be a Director and who may be instructed to keep the minutes of the Meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

9.2 The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or any two Directors, at the place and time indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Written notice of any Meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least five (5) calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four (24) hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason for the urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telex or telefax of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors. Without prejudice of Articles 9.6 and 9.7, meetings of the Board of Directors shall be held in the European Union.

9.3 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, telex another Director as his proxy. A Director may not represent more than one of his colleagues.

9.4 The Board of Directors may act validly and validly adopt resolutions only if at least a majority of the Directors are present or represented at a Meeting of the Board of Directors. In the event however the General Meeting of Shareholders has appointed different classes of Directors (namely class A Directors and class B Directors) any resolutions of the Board of Directors may only be validly taken if approved by the majority of Directors including at least one class A and one class B Director (which may be represented). If a quorum is not obtained the Directors present may adjourn the meeting to a venue and at a time no later than five (5) calendar days after a notice of the adjourned meeting is given.

9.5 The Directors may participate in a Meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.6 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every Director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

9.7 The resolutions passed by the Sole Director shall be vested with the same authority as the resolutions passed by the Board and are documented by written minutes signed by the Sole Director.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Directors

10.1 The minutes of any Meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman.

10.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman.

Art. 11. Powers of the Board of Directors

11.1 The Directors may only act at duly convened Meetings of the Board of Directors or by written consent in accordance with Article 9 hereof.

11.2 The Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests and within the objectives and purposes of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be.

Art. 12. Corporate Signature

12.1 Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound in the case of a sole director, by the sole signature of the Sole Director, or by the joint signature of any two Directors of the Company, or by the signature(s) of any other person (s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors by means of an unanimous decision of the Board of Directors.

12.2 In the event the General Meeting of Shareholders has appointed different classes of Directors (namely class A Directors and class B Directors) the Company will only be validly bound by the joint signature of two Directors, one of whom shall be a class A Director and one class B Director (including by way of representation).

Art. 13. Delegation of Powers

13.1 The Board of Directors may generally or from time to time delegate the power to conduct the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such management as provided for by article 60 of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies to an executive or other committee or committees whether formed from among its own members or not, or to one or more Directors, managers or other agents who may act individually or jointly. The Board of Directors shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

Art. 14. Conflict of Interest

14.1 In case of a conflict of interest of a Director, it being understood that the mere fact that the Director serves as a director of a Shareholder or of an associated company of a Shareholder shall not constitute a conflict of interest, such Director must inform the Board of Directors of any conflict and may not take part in the vote. A director having a conflict on any item on the agenda must declare this conflict to the Chairman before the meeting is called to order.

14.2 Any Director having a conflict due to a personal interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall be obliged to inform the board thereof and to cause a record of his

statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the business of the meeting. At the following General Meeting of Shareholders, before any other resolution to be voted on, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have a personal interest conflicting with that of the Company.

Art. 15. General Meeting of Shareholders

General Meeting of Shareholders

15.1 The General Meeting of Shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company (the «General Meeting of Shareholders» or «General Meeting»).

15.2 It has the powers conferred upon it by the Luxembourg Company Law.

Notice, Place of Meetings, Decisions without a Formal Meeting

15.3 The General Meeting of Shareholders shall meet in Luxembourg upon call by the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be. Shareholders representing one tenth of the subscribed share capital may, in compliance with the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies, request the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be to call a General Meeting of Shareholders.

15.4 The annual General Meeting shall be held in Luxembourg in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of the meeting, on the 30th day in the month of June, at 11:00 a.m. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the previous Business Day in Luxembourg.

15.5 Other General Meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notice.

15.6 General Meetings of Shareholders shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda and the time and place at which the meeting will be held, sent by registered letter at least thirty (30) days prior to the meeting, the day of the convening notice and the day of the meeting not included, to each Shareholder at the Shareholder's address in the Shareholder Registry, or as otherwise instructed by such Shareholder.

15.7 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

15.8 The General Meeting of Shareholders shall appoint a chairman and be chaired by the chairman who shall preside over the meeting. The General Meeting shall also appoint a secretary who shall be charged with keeping minutes of the meeting and a scrutineer. The minutes shall be in English and adopted as evidence thereof and be signed by the Chairman and the Secretary of such meeting or by the next meeting.

15.9 All General Meetings of Shareholders shall be conducted in English.

15.10 The Shareholders may not decide on subjects that were not listed on the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters, unless all Shareholders are present or represented at the meeting.

Voting Rights

15.11 Each Share is entitled to one vote at all General Meetings of Shareholders. Blank votes are considered null and void.

15.12 A Shareholder may act at any General Meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder.

15.13 Unless otherwise provided by law or by these Articles of Association, resolutions of the General Meeting are passed by a majority of total votes of the Shares held by the Shareholders entitled to Vote on the resolution.

Art. 16. Auditors

16.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The General Meeting of Shareholders shall appoint the statutory auditors and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six years. Their term of office may not exceed six (6) years.

Art. 17. Financial Year

17.1 The financial year of the Company shall commence on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

17.2 The Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

17.3 The Company shall ensure that the annual accounts, the annual report and the information to be added pursuant to the law of 10 August 1915, as amended, shall be available at its registered office from the day on which the General Meeting at which they are to be discussed and, if appropriate, adopted is convened.

17.4 The Annual General Meeting shall adopt the annual accounts.

Art. 18. Dividend Distributions and Distributions out of Reserve Accounts

18.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represent the net profit of the Company.

18.2 Every year 5 percent of the net profit will be transferred to the legal reserve until this reserve amounts to 10 percent of the share capital.

18.3 The credit balance free for distribution after the deduction as per art. 18.2 above, is attributed to the shareholders.

18.4 Subject to the conditions laid down in Article 72-2 of the Law of 10 August 1915, the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, may pay out an advance payment on dividends.

Art. 19. Dissolution and liquidation of the Company

19.1 The Company may be dissolved pursuant to a resolution of the General Meeting of Shareholders to that effect, which requires a two-thirds majority of all the votes cast in a meeting where at least half of the issued share capital is present or represented.

19.2 The Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, shall be charged with the liquidation provided that the General Meeting of Shareholders shall be authorised to assign the liquidation to one or more liquidators in place of the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be.

19.3 To the extent possible, these Articles of Association shall remain in effect during the liquidation.

19.4 No distribution upon liquidation may be made to the company in respect of shares held by it.

19.5 After the liquidation has been completed, the books and records of the company shall be kept for the period prescribed by law by the person appointed for that purpose in the resolution of the General Meeting to dissolve the company. Where the General Meeting has not appointed such person, the liquidators shall do so.

Art. 20. Amendments to the Articles of Incorporation

20.1 The present Articles of Association may be amended from time to time by a General Meeting of Shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies.

Art. 21. Applicable Law

21.1 All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies.

Art. 22. Language

22.1 The present articles of incorporation are worded in English followed by a French version. In case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

Constat

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital EUR	Number of Shares	Amount paid in EUR
Ecoreal S.A., prenamed	50,000.-	50,000	50,000.-
Total	50,000.-	50,000	50,000.-

All the shares so subscribed have been paid up in cash so that the sum of FIFTY THOUSAND EURO (€ 50.000,-) is now at the disposal of the Company, as has been proved to the Notary, who attests expressly to this fact.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately TWO THOUSAND EURO (€2,000.-).

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on December 31, 2009. The first annual General Meeting of Shareholders will thus be held in the year 2010.

Resolution of the Sole shareholder

The above named party, representing the entire subscribed capital has immediately taken the following resolutions:

1. It is resolved to set at four (4) the number of Directors, to create two classes of Directors (class A Director(s) and class B Director(s)) and it is further resolved to elect the following as Directors for a period ending at the annual General Meeting of Shareholders having to approve the accounts of the financial year ending December 31st, 2013:

Class A Directors:

Thomas Malmberg, company director, born in A S:T Goran, Stockholm, Sweden, on February 25, 1944, residing at Östermalmsgatan 42, SE-114 26 Stockholm.

Arie Bouman, company director, born in Strijen, The Netherlands, on June 06, 1952, residing at Nieuwe Gracht 74 - 76 NL-2011 NJ Haarlem

Class B Directors:

Benoît Nasr, company director, born in Charleroi, Belgium, on May 26, 1975, residing at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Jean-Christophe Dauphin, company director, born in Nancy, France, on November 20, 1976, residing at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

2. The registered office shall be at 123, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg.

3. It is resolved to elect Van Caüter-Snauwaert & Co S.à r.l., having its registered office at L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon, RCS Luxembourg B number 52.610, as statutory auditor for a period ending at the annual General Meeting of Shareholders having to approve the accounts of the financial year ending December 31st, 2013.

Whereof the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the attorney in fact of the appearing person, who is known to the notary by surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Ecoreal S.A., société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 38.875, ici représentée par Madame Sofia Da Chao Conde, employée privée, demeurant professionnellement à L-4030 Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur parla partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante agissant en sa capacité exposée ci-dessus, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Dénomination sociale

1.1 Il est formé par les présentes une société anonyme qui adopte la dénomination MERCATOR HOLDING S.A. (ci-après la «Société»).

1.2 La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société.

Art. 2. Siège social

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Au cas où le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, militaire ou social compromettent l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise.

Art. 3. Durée

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social

4.1 L'objet de la Société est l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité privée ou publique

quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

4.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

4.3 La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

4.4. La Société peut encore mener à bien toutes activités commerciales, financières ou industrielles ou toutes transactions aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Capital social

5.1 La Société a un capital souscrit de cinquante mille euros (50.000,-) divisé en cinquante mille (50.000) actions, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions»).

5.2 Le capital souscrit de la Société peut à tout moment être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des présents Statuts, sous réserve des dispositions impératives de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 6. Acquisition d'Actions propres

6.1 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites établies par la loi.

6.2 Dans les limites établies par la loi luxembourgeoise, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas est irrévocablement autorisé et a les pleins pouvoirs pour prendre toutes les mesures en vue de l'exécution de chaque document et pour accomplir tout acte à la fois au nom et pour le compte de la Société qui seraient nécessaires ou opportuns pour la réalisation de l'acquisition des Actions ainsi que pour l'accomplissement et la bonne fin de tous les actes y relatifs.

Art. 7. Forme des Actions

7.1 Toutes les Actions de la Société seront émises sous la forme nominative. Aucune conversion des Actions en actions au porteur ne sera admissible.

7.2 Les Actions émises seront inscrites dans le registre des Actions qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées par la Société et ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'Actions, l'adresse de l'Actionnaire, le nombre et le type d'Actions détenues par un Actionnaire, chaque transfert d'Actions ainsi que les dates y relatives.

7.3 L'inscription du nom de l'Actionnaire dans le registre des Actions constitue la preuve de son droit de propriété de ces Actions. Un certificat sera délivré sur demande de l'Actionnaire.

7.4 Chaque transfert d'Actions sera inscrit dans le registre des Actions par la délivrance à la Société d'un acte de transfert donnant satisfaction à la Société ou par une déclaration écrite de transfert à inscrire dans le registre des Actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes qui détiennent des procurations valables pour agir de telle sorte, ensemble avec la délivrance du certificat concerné dûment endossé au cessionnaire, si un tel certificat a été émis.

7.5 Les Actionnaires doivent fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les convocations et tous les avis devront être envoyés. Cette adresse sera inscrite dans le registre des Actions.

7.6 Au cas où un Actionnaire ne fournit pas une adresse, la Société peut permettre qu'une mention soit inscrite à cet effet dans le registre d'Actions et l'adresse de l'Actionnaire sera considérée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui peut de temps en temps être inscrite au registre des Actions par la Société jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société par un tel Actionnaire. Un Actionnaire peut, à tout moment, changer d'adresse telle qu'inscrite dans le registre des Actions par voie d'une notification écrite au siège social de la Société ou à telle autre adresse que la Société peut déterminer de temps en temps.

7.7 La Société ne reconnaît uniquement qu'un seul propriétaire par Action. Si une ou plusieurs Actions sont détenues en indivision ou si le titre de propriété d'une telle Action ou de telles Actions est partagé, divisé ou contesté, toutes les personnes prétendant avoir un droit relatif à cette/ces Action(s) doivent désigner un mandataire unique pour représenter cette/ces Action(s) envers la Société. La non-désignation d'un tel mandataire implique la suspension de tous les droits attachés à cette/ces Action(s).

7.8 La Société ou la personne ou les personnes désignée(s) par la Société pour tenir le registre des Actions tel que décrit au présent article 7 n'est/ne sont pas autorisée(s) à inscrire dans le registre des Actions un transfert opéré en violation des dispositions ou sans le respect dû aux conditions prévues par l'Article 8.

Art. 8. Conseil d'Administration

8.1 Tant que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement. Si la Société a plus d'un actionnaire, elle est administrée par un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») composé de trois (3) Administrateurs au moins et cinq (5) au plus (les «Administrateurs»).

8.2 Le nombre des administrateurs est déterminé par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

8.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider de nommer des Administrateurs de deux classes différentes, à savoir un ou des Administrateur(s) de la classe A et un ou des Administrateur(s) de la classe B. Toute classification d'Administrateurs doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les Administrateurs doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

8.4 Les Administrateurs doivent être nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

8.5 La décision de suspendre ou de révoquer un Administrateur doit être adoptée par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité simple de tous les droits de vote présents ou représentés.

8.6 Lorsqu'une personne morale est nommée Administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51 bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Art. 9. Réunions du Conseil d'Administration

9.1 Le Conseil d'Administration pourra choisir parmi ses membres un président (le «Président») à la majorité pour une durée de six (6) ans et pourra choisir parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents. Le Conseil d'Administration pourra également choisir un secrétaire (le «Secrétaire») qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui pourra être responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que de l'exécution de telle fonction administrative ou autre lui conférée de temps en temps par le Conseil d'Administration.

9.2 Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président ou de deux Administrateurs au lieu et à l'heure indiqués dans la convocation à l'assemblée, la/les personne(s) convoquant l'assemblée fixant également l'ordre du jour. Chaque Administrateur sera convoqué par écrit à toute Réunion du Conseil d'Administration au moins cinq (5) jours civils à l'avance par rapport à l'horaire fixé pour ces réunions, excepté dans des circonstances d'urgence, dans lequel cas une convocation donnée vingt-quatre (24) heures à l'avance et mentionnant dûment les raisons de l'urgence sera suffisante. Il pourra être passé outre à cette convocation, pour l'avenir ou rétroactivement, à la suite de l'assentiment par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopieur de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration. Sans préjudice des Articles 9.6 et 9.7, les réunions du Conseil d'Administration se tiennent dans l'Union Européenne.

9.3 Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par télégramme, par télécopieur ou par télex un autre Administrateur comme son mandataire. Un Administrateur ne peut représenter plus qu'un de ses collègues.

9.4 Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des Administrateurs est présente ou représentée à la Réunion du Conseil d'Administration. Toutefois, au cas où l'Assemblée Générale des Actionnaires a nommé différentes classes d'Administrateurs (à savoir, les Administrateurs de classe A et les Administrateurs de classe B), toute résolution du Conseil d'Administration ne pourra être valablement adoptée que si elle est approuvée par la majorité des Administrateurs incluant au moins un Administrateur de classe A et un Administrateur de classe B (qui peuvent être représentés). Si un quorum n'est pas atteint, les Administrateurs présents peuvent reporter la réunion à un endroit et à une heure endéans un délai de cinq (5) jours civils après l'envoi d'une notice d'ajournement.

9.5 Les Administrateurs peuvent participer à une Réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes y participant à s'entendre mutuellement et une participation par ces moyens sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion.

9.6 Nonobstant de ce qui précède, une résolution du Conseil d'Administration peut également être adoptée par consentement unanime écrit qui consiste en un ou plusieurs documents comprenant les résolutions et qui sont signés par chaque Administrateur. La date d'une telle résolution sera la date de la dernière signature.

9.7 Les résolutions prises par l'Administrateur Unique auront la même autorité que les résolutions prises par le Conseil d'Administration et seront constatées par des procès verbaux signés par l'Administrateur Unique.

Art. 10. Procès-verbaux des Réunions du Conseil d'Administration

10.1 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil d'Administration seront signés par le Président.

10.2 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration

11.1 Les Administrateurs peuvent uniquement agir lors de Réunions du Conseil d'Administration dûment convoquées ou par consentement écrit conformément à l'Article 9 des présents Statuts.

11.2 Le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition qui sont dans l'intérêt de la Société et dans les limites des objectifs et de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'Assemblée Générale des Actionnaires par la loi ou par les présents Statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique.

Art. 12. Signature Sociale

12.1 Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature de l'Administrateur Unique, selon le cas, ou par la signature conjointe de deux Administrateurs de la Société ou par la/les signature(s) de toute(s) personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration moyennant une décision unanime du Conseil d'Administration.

12.2 Toutefois, au cas où l'Assemblée Générale des Actionnaires a nommé différentes classes d'Administrateurs (à savoir les Administrateurs de classe A et les Administrateurs de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un Administrateur de classe A et d'un Administrateur de classe B (y compris par voie de représentation).

Art. 13. Délégation de pouvoirs

13.1 Le Conseil d'Administration peut d'une manière générale ou de temps en temps déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion ainsi que prévu par l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, à un cadre ou à un/des comité(s), composé(s) de ses propres membres ou non, ou à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs ou autres agents qui peuvent agir individuellement ou conjointement. Le Conseil d'Administration déterminera l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération en ce qui concerne ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de sub-déléguer.

Art. 14. Conflit d'Intérêts

14.1 Dans le cas d'un conflit d'intérêts dans le chef d'un Administrateur, étant entendu que le simple fait que l'Administrateur occupe une fonction d'administrateur ou d'employé d'un Actionnaire ou d'une société associée à un Actionnaire ne constitue pas un conflit d'intérêt, cet Administrateur doit aviser le Conseil d'Administration de tout conflit d'intérêt et ne peut pas participer au vote. Un Administrateur ayant un conflit par rapport à un point de l'ordre du jour doit déclarer ce conflit au Président avant l'ouverture de l'assemblée.

14.2 Chaque Administrateur ayant un conflit causé par un intérêt personnel dans une opération subordonnée à l'approbation du Conseil d'Administration qui s'oppose à l'intérêt de la Société, sera obligé d'en aviser le conseil et de faire en sorte qu'une mention de sa déclaration soit insérée au procès-verbal de la réunion. Il ne participera pas aux délibérations de la réunion. Lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, avant le vote de toute autre résolution, un rapport spécial sera établi sur toute opération dans laquelle un des Administrateurs pourrait avoir un intérêt personnel en conflit avec celui de la Société.

Art. 15. Assemblée Générale des Actionnaires

Assemblée Générale des Actionnaires

15.1 L'Assemblée Générale des Actionnaires représente l'ensemble des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale des Actionnaires» ou l'«Assemblée Générale»).

15.2 Elle a les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Convocation, lieu de réunion des Assemblées, décision sans Assemblée Formelle

15.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires se réunit à Luxembourg sur convocation du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique. Les Actionnaires représentant un dixième du capital social souscrit peuvent, conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, demander au Conseil d'Administration de convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires.

15.4 L'Assemblée Générale annuelle se réunit en conformité avec la loi luxembourgeoise à Luxembourg; au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée, le 30^{ème} jour du mois de juin à 11.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal au Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le jour ouvrable précédent à Luxembourg.

15.5 D'autres Assemblées Générales des Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et aux dates qui peuvent être prévues dans les avis de convocation respectifs.

15.6 Les Assemblées Générales des Actionnaires seront convoquées par une convocation qui détermine l'ordre du jour ainsi que l'heure et l'endroit auxquels l'assemblée se tiendra, envoyée par lettre recommandée au moins trente (30) jours avant l'assemblée, ce délai ne comprenant ni le jour de l'envoi de la convocation ni le jour de l'assemblée, à chaque Actionnaire et à l'adresse de l'Actionnaire dans le Registre des Actionnaires, ou suivant d'autres instructions données par l'Actionnaire concerné.

15.7 Au cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocations à l'assemblée.

15.8 L'Assemblée Générale des Actionnaires désignera un président et sera présidée par le président qui dirigera l'assemblée. L'Assemblée Générale désignera un secrétaire chargé de dresser les procès-verbaux de l'assemblée et un scrutateur. Les procès-verbaux seront rédigés en anglais et dressés à titre de preuve de l'assemblée et seront signés par le Président et le Secrétaire de cette assemblée ou lors de l'assemblée suivante.

15.9 La langue utilisée lors de chaque Assemblée Générale des Actionnaires sera l'anglais.

15.10 Les Actionnaires ne peuvent pas prendre des décisions concernant des matières qui ne sont pas à l'ordre du jour (y compris les matières exigées par la loi) et concernant des affaires en relation avec de telles matières, sauf si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée.

Droit de vote

15.11 Chaque Action donne droit à une voix à chaque Assemblée Générale des Actionnaires. Le vote en blanc est nul et non avenu.

15.12 Un Actionnaire peut agir à chaque Assemblée Générale des Actionnaires en donnant une procuration écrite à une autre personne, actionnaire ou non.

15.13 Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les résolutions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité du nombre total des voix afférentes aux Actions détenues par les Actionnaires autorisés à voter sur la résolution.

Art. 16. Surveillance

16.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires au compte qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'Assemblée Générale des Actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) ans.

Art. 17. Année sociale

17.1 L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

17.2 Le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique prépare les comptes annuels suivant les exigences de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

17.3 La Société fera en sorte que les comptes annuels, le rapport annuel et les éléments supplémentaires à fournir conformément à la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, soient disponibles à son siège social à partir du jour auquel l'Assemblée Générale à laquelle ils doivent faire l'objet d'une délibération et, si opportun, être adoptés, est convoquée.

17.4 L'Assemblée Générale Annuelle adoptera les comptes annuels.

Art. 18. Distribution de dividendes et distributions à partir des Comptes de Réserve

18.1 Le solde créditeur du compte de profits et pertes après déduction des frais, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

18.2 Chaque année, 5 pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10 pour cent du capital social.

18.3 Le solde créditeur susceptible d'être distribué après la déduction opérée conformément à l'article 18.2 ci-dessus, est attribué aux actionnaires.

18.4 Conformément aux conditions prévues par l'Article 72-2 de la loi du 10 août 1915, le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 19. Dissolution et liquidation de la Société

19.1 La Société peut être dissoute par une résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires; cette résolution requiert une majorité de deux tiers de toutes les voix émises lors d'une assemblée où au moins la moitié du capital social est présente ou représentée.

19.2 La liquidation s'effectuera par les soins du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique, sous la réserve que l'Assemblée Générale des Actionnaires sera autorisée à confier la liquidation à un ou plusieurs liquidateurs en remplacement du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique.

19.3 Dans la mesure du possible, les présents Statuts resteront en vigueur pendant la liquidation.

19.4 Aucune distribution des bonis de liquidation ne peut être faite en faveur de la société en raison d'actions détenues par elle.

19.5 Après la clôture de la liquidation, les documents comptables et écritures de la Société seront conservés pendant la durée prévue par la loi par la personne désignée à cet effet dans la décision de l'Assemblée Générale de dissoudre la Société. Au cas où l'Assemblée Générale n'a pas désigné une telle personne, les liquidateurs procéderont à cette désignation.

Art. 20. Modification des Statuts

20.1 Les présents Statuts sont susceptibles d'être modifiés de temps en temps par une Assemblée Générale des Actionnaires conformément aux exigences de quorum et de majorité prévues par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 21. Loi applicable

21.1 Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 22. Langue

22.1 Les présents statuts sont rédigés en langue anglaise, suivis d'une version française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Constat

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, a souscrit au nombre d'actions et a libéré en espèces les montants ci-après énoncés:

Actionnaire	Capital souscrit EUR	Nombre d'actions	Libération EUR
Ecoreal S.A., précitée	50.000,-	50.000	50.000,-
Total	50.000,-	50.000	50.000,-

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraires de sorte que la somme de CINQUANTE MILLE EUROS (€ 50.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ DEUX MILLE EUROS (€ 2.000,-).

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution de la Société et finit le 31 décembre 2009. L'Assemblée Générale Annuelle se réunira donc pour la première fois en 2010.

Résolutions de l'actionnaire unique

La comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Il est décidé de fixer à quatre (4) le nombre des Administrateurs, de créer deux classes d'Administrateurs (les Administrateurs de classe A et les Administrateurs de classe B) et il est décidé de nommer les personnes suivantes en tant qu'Administrateurs pour une période prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2013:

Administrateurs de classe A:

Thomas Malmborg, directeur de sociétés, né à A S:T Goran, Stockholm, Suède, le 25 février 1944, demeurant à Östermalmsgatan 42, SE-114 26 Stockholm

Arie Bouman, directeur de sociétés, né à Strijen, Pays-Bas, le 6 juin 1952, demeurant à Nieuwe Gracht 74 - 76 NL-2011 NJ Haarlem

Administrateurs de classe B:

Benoît Nasr, directeur de sociétés, né à Charleroi, Belgique, le 26 mai 1975, demeurant à 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Jean-Christophe Dauphin, directeur de sociétés, né à Nancy, France, le 20 novembre 1976, demeurant à 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

2. Il est décidé de fixer le siège social au 123, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg.

3. Il est décidé de nommer Van Cauter-Snauwaert & Co S.à r.l, avec siège social à L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon, RCS Luxembourg B numéro 52.610, commissaire aux comptes de la société pour une période prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2013.

Dont acte fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de cette même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kesslerer

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 24 décembre 2008. Relation: EAC/2008/15808. Reçu deux cent cinquante euros 50.000 à 0,5% = 250,-

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 13 janvier 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009009952/219/612.

(090008841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Hammes & Kramp Gartengestaltung G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6688 Mertert, 1, Port de Mertert.

R.C.S. Luxembourg B 114.391.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010083/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03238. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Protection Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123-125, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 70.138.

Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 17 décembre 2008

M. Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Monsieur Sinan SAR, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2013.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 17.12.2008.

Pour extrait sincère et conforme

PROTECTION INVEST

Signatures

Référence de publication: 2009010417/2759/19.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2009, réf. LSO-DA05044. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Phone Box S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 87.507.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009010084/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03241. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Haver S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 46.240.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.01.2009.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009010161/7810/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07345. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Confiserie de Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 105.658.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2009010127/240/11.

(090008631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Wapo International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 53.491.

Le bilan au 30.06.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.01.2009.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009010156/7810/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07238. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Dynamic First S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 87.000.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009010152/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03538. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

VP Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 43, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 138.936.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Paul FRIEDERS

Notaire

Référence de publication: 2009010132/212/12.

(090008762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Standard Life Investments Global SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z. A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 78.797.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2009.

Gérard LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2009010134/243/12.

(090008790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Unicorp Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 139.212.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Gérard LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2009010140/220/12.

(090008816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Ruco S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 33.622.

Constituée par-devant M^e Paul FRIEDERS, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 10 avril 1990, acte publié au Mémorial C n° 381 du 16 octobre 1990. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois lors de la conversion du capital en euros suivant acte sous seing privé du 21 novembre 2001, publié par extrait au Mémorial C n° 622 du 22 avril 2002.

Le bilan au 31 mai 2008 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

pour RUCO S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009010237/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2009, réf. LSO-DA00011. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Les Marres Investissement, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 117.953.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LES MARRES INVESTISSEMENT

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009010260/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04340. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

ProLogis UK CCLXXXIV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 140.496.

DISSOLUTION

In the year two thousand eight, on the twenty-second day of December.
Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Marc BECKER, residing professionally in Luxembourg,
acting in the name and on behalf of ProLogis UK Holdings S.A., a company having its registered office at 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered into the Commercial Register of Luxembourg under the number B 65.769,
by virtue of a proxy given on 18 December 2008.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearer, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that the corporation ProLogis UK CCLXXXIV, S.à r.l., having its principal office in L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal, has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 14 July 2008, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 2009 of August 19, 2008 and the Articles of Incorporation have not been modified since today;

- that the capital of the corporation ProLogis UK CCLXXXIV, S.à r.l. is fixed at ten thousand Pounds Sterling (GBP 10,000.-) represented by five hundred (500) Shares with a par value of twenty Pounds Sterling (GBP 20.-) each, fully paid up;

- that ProLogis UK Holdings S.A. prenamed, has become owner of all the shares;

- that the appearing party, in its capacity of sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at 22 December 2008 declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at 22 December 2008 being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's managers are hereby granted full discharge with respect to the duties;

- there should be proceeded to the cancellation of all issued units;

- the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

12047

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at ONE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (1,500.- EUR).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holders of the person appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-deux décembre.

Par devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Marc BECKER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de ProLogis UK Holdings S.A., une société de droit Luxembourgeois, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 65.769,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 18 décembre 2008.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société ProLogis UK CCLXXXIV, S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal, a été constituée suivant acte du notaire soussigné du 14 juillet 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2009 du 19 août 2008 et dont les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à ce jour;

- que le capital social de la société ProLogis UK CCLXXXIV, S.à r.l. s'élève actuellement à dix mille Livres Sterling (GBP 10.000,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt Livres Sterling (GBP 20,-) chacune, entièrement libérées;

- que ProLogis UK Holdings S.A. précitée, étant devenue seule propriétaire de toutes les parts sociales;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associée unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 22 décembre 2008, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 22 décembre 2008 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales émises;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à MILLE CINQ CENTS EUROS (1.500.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Becker, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 23 décembre 2008. LAC/2008/52076. Reçu € 12.- (douze euros)

Le Receveur (signé): Fr. Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2009010259/220/97.

(090008612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

French Residential Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 112.556.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2009.

Signatures.

Référence de publication: 2009010253/795/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04302. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Sasfin International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 93.747.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social le vendredi 31 octobre 2008 à 11.00 heures

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires que:

- l'Assemblée a pris note de la décision de Monsieur Alan Greenstein de démissionner de son poste d'administrateur avec effet immédiat;

- l'Assemblée a décidé de nommer Monsieur John Chertkow, domicilié au 13-15, Scott Street, ZA-2090 Waverley, Johannesburg, Afrique du Sud, nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Alan Greenstein jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2009;

- l'Assemblée a décidé de renouveler également les mandats des administrateurs suivants:

M. Lionel Errera,

M. Gary Patterson,

M. Claude Kremer,

M. Roland Sassoon,

M. Grégory Cremen

pour un nouveau terme d'un an prenant fin à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2009;

- l'Assemblée décide de renommer Ersnt & Young en tant que Réviseur d'Entreprises de la société pour un nouveau terme d'un an prenant fin à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2008.

Pour Sasfin International Fund

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. - S G G

412F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009010398/795/34.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04272. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.
